

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 533

[C — 1999/31542]

9 DECEMBRE 1999. — Arrêté 99/1631 du Collège de la Commission communautaire française déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapées

Le Collège,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 63, 1° à 5° et 69, 1° à 4°;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 23 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 mai 1999;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 27 mai 1999;

Vu la délibération du Collège le 27 mai 1999 sur la demande d'avis au Conseil d'Etat

dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 3 novembre 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité de traduire immédiatement sous une forme réglementaire les accords intervenus lors de la négociation sectorielle bruxelloise entre le Collège, les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales des instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées;

Considérant la nécessité de mettre en uvre à partir du 1^{er} janvier 1999, les objectifs ainsi convenus :

- la reconnaissance des sursalaires des samedis, dimanches et jours fériés;
- l'application de nouveaux barèmes pour le personnel éducatif classe III et le personnel ouvrier;
- la création de normes d'encadrement renforcées pour les centres de jour qui accueillent des adultes lourdement handicapés nécessitant des soins de nursing;

et à partir du 1^{er} janvier 2000, les autres objectifs convenus :

- le passage des normes d'encadrement à 37 heures par semaine avec embauche compensatoire;
- la mise en place d'une norme comptable pour les établissements dont la capacité agréée est inférieure à 60 places.

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, les centres de jour et les centres d'hébergement agréés (Internats, Semi-Internats, Homes, Centres de jour et Services de placement familial) autres que les services de placement familial bénéficient d'une subvention annuelle comprenant :

- une subvention de fonctionnement;
- une subvention forfaitaire journalière;
- une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées;
- une subvention pour frais de personnel.

§ 2. La subvention annuelle de fonctionnement est destinée à couvrir les frais de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont l'institution est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.

Le montant maximum par type d'agrément à prendre en considération équivaut à :

114 245 francs pour les internats et les homes;

46 200 francs pour les centres de jour et les semi-internats pour non scolarisés;

42 000 francs pour les semi-internats pour scolarisés.

Chaque montant est à multiplier par la capacité agréée.

Le montant de la subvention annuelle de fonctionnement est pondéré par un coefficient a/b déterminé suivant les modalités suivantes :

a = journées de présences réelles et assimilées de l'année qui précède y compris les journées enregistrées dans le cadre du dépassement de 10 % de la capacité agréée en semi-internat et en centre de jour;

b = journées de présences théoriques multipliées par la capacité agréée.

- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les semi-internats;
- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les internats;
- 250 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les homes pour adultes handicapés;
- 270 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les homes de nursing;
- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les centres de jour;
- 180 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les établissements agréés qui accueillent des personnes ayant une déficience grave de la vue, de la parole et de l'ouïe.

Le coefficient de journées de présence ne s'applique pas s'il est supérieur ou égal à 1. Si le coefficient est compris entre 0,7 et 0,99, il est appliqué proportionnellement. Si le coefficient est inférieur à 0,7, c'est 0,7 qui est pris en compte jusqu'à ce qu'une restructuration de l'institution soit présentée.

§ 3. Une subvention forfaitaire journalière destinée à couvrir les frais personnalisables est accordée à l'institution par journée de présence effective et assimilée des bénéficiaires.

Le montant par type d'agrément à prendre en considération équivaut à :

- 286 francs en internat agréé pour 30 personnes et plus prises en charge et en semi-internat pour non scolarisés pour 30 mineurs et plus pris en charge;
- 303 francs en internat agréé pour moins de 30 personnes prises en charge et en semi-internat pour non scolarisés pour moins de 30 mineurs pris en charge;
- 326 francs en home;
- 158 francs en centre de jour pour majeurs de 30 personnes et plus prises en charge;
- 171 francs en centre de jour pour majeurs pour moins de 30 personnes prises en charge;
- 148 francs en semi-internat pour scolarisés pour 30 personnes et plus prises en charge;
- 161 francs en semi-internat pour scolarisés pour moins de 30 personnes prises en charge.

§ 4. Pour le calcul de la subvention pour frais de transport collectif en centre de jour, en semi-internat pour non scolarisés et pendant les vacances scolaires en semi-internat pour scolarisés, le montant maximum à prendre en considération est :

- pour les institutions qui disposent de leurs propres moyens de transport, la somme des frais réels;
- pour les institutions qui ne disposent pas de leurs propres moyens de transport, une subvention par kilomètre, fixée à maximum 40 francs hors TVA ou maximum 70 francs hors TVA pour un véhicule adapté.

Par pièces justificatives, il faut comprendre :

A. pour les institutions qui disposent de leurs propres moyens de transport :

1° un livre de bord pour lequel sera mentionné journalièrement les heures de départ et d'arrivée à l'institution, la distance et l'itinéraire pour chaque tournée ainsi que le nom et l'adresse des personnes handicapées qui montent et qui descendent à chaque arrêt;

2° les factures ou les documents ayant trait exclusivement aux fournitures ou services nécessités par le fonctionnement du transport en question.

B. pour les institutions qui ne disposent pas de leurs propres moyens de transport : les factures.

§ 5. 1° La subvention pour frais de personnel est accordée aux institutions pour couvrir les rémunérations, telles que définies par la Commission paritaire n° 319 « Maisons d'éducation et d'hébergement » et compte tenu d'une ancienneté fixée comme suit :

- pour le personnel en place au 31 décembre 1994 : l'ancienneté réelle acquise est prise en compte;
- pour les recrutements à partir du 1^{er} janvier 1995 : l'ancienneté réelle à temps plein comme à temps partiel acquise dans les secteurs : ex-Fonds 81, Aide à la Jeunesse, ONE, Soins de santé et entreprises de travail adapté est prise en compte.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, la totalité de l'ancienneté acquise dans une fonction est maintenue lors du passage à une autre fonction, à l'exception de la promotion d'un membre du personnel à un grade de direction pour lequel la moitié de l'ancienneté est valorisée dans les institutions agréées pour la première fois avant le 1^{er} janvier 1993, et pour lequel les trois-quarts de l'ancienneté reconnue sont valorisés dans les institutions agréées pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 1993. En aucun cas, l'application de cette disposition ne peut entraîner une diminution du traitement.

Cette subvention comprend les rémunérations, les charges patronales légales et les charges légales complémentaires.

Cette subvention est calculée sur base des barèmes repris à l'annexe 1 du présent arrêté.

Par rémunération, on entend : le salaire brut ainsi que, le cas échéant :

a) un supplément de traitement de 50 % sur base de la rémunération horaire subsidiable pour les prestations effectuées les samedis et de 100 % sur base de la rémunération horaire subsidiable pour les prestations effectuées les dimanches et jours fériés accordé aux catégories suivantes :

- | | |
|------------------------------|---|
| 1° Personnel éducatif : | Educateur chef de groupe,
Chef éducateur,
Educateur classe 1,
Educateur classe 2A,
Educateur classe 2B,
Educateur classe 3. |
| 2° Personnel ouvrier : | Chef d'équipe,
Ouvrier qualifié,
Ouvrier non qualifié. |
| 3° Fonctions particulières : | Assistant(e) social(e),
Infirmier(ère) gradué(e),
Infirmier(ère) breveté(e),
Puéricultrice,
Garde-malade,
Aide familiale et sanitaire. |

La durée maximale des prestations prise en considération est limitée par membre du personnel à 16 heures par jour et tient compte du nombre de personnes handicapées présentes le jour en question.

b) une prime de pénibilité de maximum 1 992 francs par mois octroyée à l'ensemble du personnel à l'exception du personnel médical. Les membres du personnel effectuant des prestations à temps partiel bénéficient de cette prime proportionnellement aux prestations effectuées.

c) une prime de nuit dont le montant s'élève à 34 francs/heure ou à 41 francs/heure suivant que le travailleur est âgé de moins de 50 ans ou de 50 ans ou moins.

d) une prime de fin d'année calculée conformément aux dispositions établies par le Ministère fédéral de la Fonction publique. Les membres du personnel effectuant des prestations à temps partiel bénéficient de cette prime proportionnellement aux prestations effectuées.

e) une indemnité de séjour fixée à 500 francs non indexés. Cette indemnité est octroyée pour chaque période de présence de 24 h par jour dans le centre de vacances avec un maximum de 30 jours par an à l'exception du premier et du dernier jour du séjour. Cette indemnité est octroyée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires durant les séjours extérieurs organisés par le centre.

f) une indemnité pour prestations irrégulières durant la nuit est accordée aux infirmiers(ères) gradué(e)s et breveté(e)s. Le montant de cette indemnité est fixée à 20 % du salaire horaire sans que le total mensuel ne dépasse 10 % du salaire du travailleur.

g) un pécule de vacances calculé conformément aux dispositions en vigueur dans le secteur privé.

Les charges légales complémentaires prises en considération sont :

- le remboursement des frais de transport au domicile du travailleur;
- l'assurance-loi;
- la médecine du travail;
- les vêtements du travail.

2° Pour les institutions qui accueillent des personnes handicapées adultes ou des enfants handicapés non-scolarisables, la subvention pour frais de personnel est calculée sur base des normes d'encadrement établies en fonction de la catégorie du handicap et du régime de l'institution prévues à l'annexe 2 du présent arrêté.

Pour les institutions agréées pour la première fois avant le 1^{er} janvier 1993, tout engagement de personnel supplémentaire par rapport à la situation existante au 22 décembre 1994 ne peut concerner que du personnel éducatif, social et paramédical.

Pour les institutions agréées pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 1993 ainsi que pour les institutions qui accueillent des personnes reconnues comme nécessitant de soins de nursing selon les critères définis à l'annexe 3 du présent arrêté, les engagements qui ne concernent pas du personnel éducatif, social et paramédical sont limités aux normes minimales fixées par l'annexe de l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés auxquelles s'ajoute, au maximum, un rédacteur ou commis temps plein.

Pour les institutions qui accueillent des enfants handicapés scolarisables, les mesures spécifiques envisagées, pour les années 1994 et 1995, sur base d'une analyse de leur capacité agréée, de leur taux d'encadrement et des initiatives spécifiques que ces institutions souhaitent développer, sont maintenues. Pour ces institutions, les recrutements sont bloqués au 31 décembre 1995 et les recrutements effectués, pendant la période susvisée, sont prolongés au-delà du 31 décembre 1995 pour autant que les conclusions de l'analyse n'aient pas débouché sur la nécessité d'une modification de leur agrément.

A partir du 1^{er} janvier 2000, les institutions qui accueillent des personnes handicapées adultes ou des enfants handicapés non scolarisables et les institutions qui accueillent des enfants handicapés scolarisables peuvent, dans les limites fixées à l'annexe 2 du présent arrêté, recruter du personnel comptable.

3° La subvention pour frais de personnel est déterminée en fonction de la capacité agréée et les normes d'encadrement établies en fonction de la catégorie du handicap et du régime de l'institution prévues par l'annexe 2 du présent arrêté, sont pondérées par un coefficient a/b déterminé suivant les modalités suivantes :

a = journées de présence réelles et assimilées de l'année qui précède y compris les journées enregistrées dans le cadre du dépassement de 10 % de la capacité agréée en semi-internat et en centre de jour;

b = journées de présence théoriques multipliées par la capacité agréée.

- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les semi-internats;
- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les internats;
- 250 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les homes pour adultes handicapés;
- 200 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les centres de jour;
- 180 jours multipliés par le nombre de places agréées pour les établissements agréés qui accueillent des personnes ayant une déficience grave de la vue, de la parole et de l'ouïe.

Le coefficient de journées de présence ne s'applique pas s'il est supérieur ou égal à 1.

Si ce coefficient est compris entre 0,91 et 0,99, c'est 1 qui est pris en compte.

Si ce coefficient est compris entre 0,81 et 0,9, c'est 0,9 qui est pris en compte.

Si ce coefficient est compris entre 0,71 et 0,8, c'est 0,8 qui est pris en compte.

Si ce coefficient est inférieur ou égal à 0,7, c'est 0,7 qui est pris en compte.

Pour les institutions agréées pour la première fois, à partir du 1^{er} janvier 1993, le coefficient de journées de présence ne s'applique pas pendant les deux premières années civiles de fonctionnement.

4° A partir du 1^{er} janvier 2000, le nombre de membres de personnel subventionné en 1999 est augmenté globalement par institution de 1/38 équivalent temps plein pour compenser la réduction du temps de travail à 37 heures par semaine.

Dans ce cadre, la prise en charge de membres du personnel supplémentaires, à partir de cette même date, ne pourra concerner que du personnel éducatif, social, paramédical, ouvrier ou rédacteur et, si les normes le prévoient, du personnel spécial.

Tout engagement est subordonné à l'accord préalable et explicite des services du Collège.

Pour les institutions agréées après le 1^{er} janvier 2000, cette embauche compensatoire s'élève à 7,5 % et se calcule globalement, toutes fonctions confondues, sur les normes autorisées.

Art. 2. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, les services de placement familial agréés peuvent obtenir, par jour et par bénéficiaire, le prix de journée à payer aux familles d'accueil, ainsi qu'une subvention pour frais de fonctionnement et une subvention pour frais de personnel.

§ 2. Le prix de journée à payer effectivement aux familles d'accueil est fixé, par bénéficiaire, comme suit :

— 464,567 francs par bénéficiaire âgé de moins de trois ans;

— 495,086 francs par bénéficiaire âgé de trois ans à moins de douze ans;

— 528,996 francs par bénéficiaire âgé de douze ans et plus.

Les subventions journalières sont majorées de :

- 152,595 francs par bénéficiaire atteint d'un handicap mental profond, de troubles moteurs de groupe B :
- 118,685 francs par bénéficiaire handicapé atteint d'un handicap mental modéré ou de troubles moteurs du groupe A ou de troubles graves de la vue;
- 84,775 francs par bénéficiaire handicapé atteint d'un handicap mental léger ou de - troubles graves de l'ouïe ou de la parole.

Le groupe A comprend les personnes handicapées atteintes de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres.

Le groupe B comprend les personnes handicapées atteintes de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida et de myopathie.

La demande de majoration est adressée aux Services du Collège et doit être accompagnée de tous les documents justificatifs.

§ 3. Les frais de fonctionnement du service donnent lieu à une subvention journalière forfaitaire de 128 francs par bénéficiaire comprenant notamment tout frais de route et de séjour du personnel.

§ 4. Les frais de personnel comprennent les rémunérations calculées suivant les dispositions de l'annexe 4 du présent arrêté.

Art. 3. Les prestations de santé en internat, en home pour handicapés majeurs et en placement familial peuvent faire l'objet d'une intervention financière de la Commission communautaire française. Le Collège fixe les modalités d'octroi de cette intervention.

Art. 4. Les subventions définies à l'article 1^{er}, §§ 2, 3 et 4 et à l'article 2 du présent arrêté sont adaptées annuellement au taux de fluctuation de l'indice-santé fixé à 115,65 au 1^{er} janvier 1994.

Les montants repris à l'article 1^{er}, § 5 et à l'annexe 1 sont liés à l'indice-pivot du mois d'octobre 1997 et s'adaptent conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 5. La participation financière des personnes handicapées prises en charge visée à l'arrêté ministériel du 27 juin 1986 déterminant la participation financière des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui ne peuvent, en raison de leur organisation, être considérées comme appartenant à l'une ou l'autre communauté et le montant de la part contributive visée à l'arrêté de l'Exécutif du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française sont déduites du montant de la subvention forfaitaire journalière prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. Les subventions sont liquidées de manière anticipative, par avances mensuelles.

Les pièces justificatives afférentes aux frais de fonctionnement, aux frais de personnel et aux frais de transport des personnes handicapées doivent être remises au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

Sans préjudice des normes de personnel prévues dans le cadre et outre les cas d'urgence, est admis comme justification de la subvention pour frais de personnel, sur base de factures dûment établies, le paiement des prestations de personnes ou de sociétés de services pour :

1° des tâches comptables (réviseur d'entreprise, expert comptable extérieur) ou administratives (secrétariat social) ou techniques, ou à partir du 1^{er} janvier 1999, les tâches spéciales (effectuées par le personnel spécial prévu à l'annexe 2) nécessaires au respect des conditions d'agrément;

2° des services de préparation des repas et de blanchisserie à condition que cela n'entraîne aucune disparition d'emploi;

3° des services de transport;

4° des dépenses de formation continue de l'ensemble du personnel ou de groupes de travailleurs, rendues nécessaires au bon fonctionnement de l'institution.

L'institution peut engager du personnel ouvrier à concurrence des heures réservées dans le cadre des normes pour les contrats conclus avec une société de services dénoncés en application de l'alinéa précédent.

Cette mesure s'inscrit en dehors des dispositions prévues à l'article 1^{er}, § 5, 4° du présent arrêté.

Est admis comme justification de la subvention pour frais de personnel, sur base des factures dûment établies et à concurrence de 1 % maximum de la masse salariale globale, le paiement de dépenses de formation et de supervision du personnel.

Cette formation doit s'inscrire dans un processus global de formation continuée de l'ensemble du personnel de l'institution et doit être justifiée en fonction du projet de l'institution et par rapport à la fonction.

Le type de formation suivie ainsi que le nombre d'heures devront être mentionnées dans le dossier individuel du travailleur.

§ 2. Après réception et vérification des pièces justificatives, il est procédé au calcul du solde et à la liquidation ou à la récupération des montants représentant la différence éventuelle entre les avances visées au § 1^{er} et le montant de la subvention calculée selon les modalités prévues aux articles 1^{er} à 6.

Art. 7. Chaque institution agréée doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans normalisés définis par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 16 décembre 1992 établissant les plans, comptes et bilans normalisés des instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées, établis dans la Région de Bruxelles-Capitale qui ont exercé le droit d'option en Communauté française.

L'exercice comptable correspond à l'année civile. Les comptes et bilans annuels de chaque institution agréée, par type d'agrément, sont transmis au Collège au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés soit des rapports des réviseurs d'entreprise, soit des commissaires aux comptes dûment mandatés.

Art. 8. Les services compétents du Collège ont pour mission de vérifier, annuellement, le respect des normes d'agrément, de fonctionnement et de personnel en fonction des qualifications requises conformément à l'annexe 5 du présent arrêté. Ils s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation de subventions accordées par la Commission communautaire française et vérifient les comptes et livres.

Toute entrave mise à l'exécution des missions de ces services peut entraîner le retrait de l'agrément par le Collège.

Art. 9. En cas de modification des conditions sur base desquelles l'établissement est agréé, le Collège peut revoir un agrément à la demande de l'établissement concerné, ou d'office, sur rapport des services compétents du Collège. La procédure prévue pour l'agrément par l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placements familiaux, par l'arrêté royal du 2 juillet 1973 fixant les conditions d'agrément des centres de jour pour handicapés majeurs non travailleurs ou par l'arrêté du 9 février 1987 de l'Exécutif de la Communauté française, est d'application.

Art. 10. Les subventions accordées par d'autres pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs subventionnent sont déduites de la subvention annuelle, dans la mesure où ces subventions sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent arrêté.

Art. 11. Les services du Collège procèdent à la rectification et à la récupération d'office de la partie de la subvention annuelle accordée sur base de déclarations inexactes ou non justifiées des institutions agréées.

Art. 12. Les différentes subventions attribuées, à savoir :

- subvention de fonctionnement;
- subvention forfaitaire journalière;
- subvention pour le transport collectif des personnes handicapées;
- subvention pour frais de personnel;

ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées.

Art. 13. En centre de jour et en semi-internat, il peut être admis que la capacité agréée soit dépassée de 10 %.

Art. 14. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 22 décembre 1994 déterminant le mode de subventionnement applicable aux instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées, tel que modifié par les arrêtés du Collège des 14 mai 1995, 10 septembre 1996 et 22 janvier 1998, est abrogé.

Art. 15. Nonobstant les dispositions de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 1999, à l'exception des dispositions prévues à l'article 1^{er}, § 5, 2^o, alinéa 5 et 4^o qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2000.

Art. 16. Le Membre du Collège compétent pour la Politique des handicapés est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 1999.

Par le Collège :

E. TOMAS,
Président du Collège

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

ANNEXE

Annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapées

ECHELLE DES TRAITEMENTS ET SALAIRES SUBSIDIABLES A partir du 1^{er} janvier 1999

DONNEES GENERALES

Indice d'indexation	Date d'application	Minimum brut garanti à 21 ans							
		Rémunération mensuelle				Rémunération horaire		Supplément 50 %	
						38 h	37 h	38 h	37 h
119,51	01.10.1997			49 636		301,43	309,58	150,72	154,80
121,90									
124,34									

Vu pour être annexé à l'arrêté du 9 décembre 1999.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

BAREME N° 1

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	488628	48865	295,53	147,77	303,52	151,76
1	493140	49114	298,26	149,13	306,32	153,16
2	497652	49563	300,99	150,50	309,13	154,56
3	502164	50013	303,72	151,66	311,93	155,96
4	502164	50013	303,72	151,86	311,93	155,96
5	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
6	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
7	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
8	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
9	509133	50707	307,94	153,97	314,26	158,13
10	509133	50707	307,84	153,97	318,26	158,13
11	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
12	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
13	513779	51169	310,75	155,37	319,14	159,57
14	513779	51169	310,75	155,37	319,14	159,57
15	516102	51401	312,15	156,08	320,59	160,29
16	516102	51401	312,15	156,08	320,59	160,29
17	518425	51632	313,56	156,78	322,03	161,02
18	518425	51632	313,56	155,78	322,03	161,02
19	520748	51864	314,96	157,48	323,47	161,74
20	520748	51864	314,96	157,48	323,47	151,74
21	523071	52095	316,37	158,18	324,92	162,46
22	523071	52095	316,37	158,18	324,92	162,46
23	525394	52326	317,77	158,89	326,36	163,18
24	525394	52326	317,77	158,89	326,36	163,18
25	530382	52823	320,79	160,39	329,46	164,73
26	530382	52823	320,79	160,39	329,46	164,73
27	535370	53320	323,80	161,90	332,56	166,28

BAREME N° 2

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	488628	48665	295,53	147,77	303,52	151,76
1	493140	49114	298,26	149,13	306,32	153,16
2	497652	49563	300,99	150,50	309,13	154,56
3	502164	50013	303,72	151,86	311,93	155,96
4	502164	50013	303,72	151,86	311,93	155,96
5	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
6	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
7	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
8	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
9	509133	50707	307,94	153,97	316,26	158,13
10	509133	50707	307,94	153,97	316,26	158,13
11	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
12	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
13	513779	51169	310,75	155,37	318,14	159,57
14	513779	51169	310,75	155,37	319,14	159,57
15	519313	51721	314,09	157,05	322,58	161,29
16	519313	51721	314,09	157,05	322,58	161,29
17	525474	52334	317,82	158,91	326,41	163,20
18	525474	52334	317,82	158,91	328,41	163,20
19	531635	52948	321,55	160,77	330,24	165,12
20	531635	52948	321,55	160,77	330,24	165,12
21	537796	53561	325,27	162,64	334,06	167,03
22	537796	53561	325,27	162,64	334,06	167,03
23	543957	54175	329,00	164,50	337,89	168,95
24	543957	54175	329,00	164,50	337,89	168,95
25	550118	54789	332,72	166,36	341,72	170,86
26	550118	54789	332,72	166,36	341,72	170,86
27	556279	55402	336,45	168,23	345,54	172,77

BAREME N° 3

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	492791	49079	298,05	149,03	306,11	153,05
1	499270	49724	301,97	150,99	310,13	155,07
2	505749	50370	305,89	152,94	314,16	157,08
3	512228	51015	309,81	154,90	318,18	159,09
4	512228	51015	309,81	154,90	318,18	159,09
5	516805	51471	312,58	156,29	321,02	160,51
6	516805	51471	312,58	156,29	321,02	160,51
7	521382	51927	315,34	157,67	323,87	161,93
8	521382	51927	315,34	157,67	323,87	161,93
9	527543	52540	319,07	159,54	327,69	163,85
10	527543	52540	319,07	159,54	327,69	163,85
11	533704	53154	322,80	161,40	331,52	165,76
12	533704	53154	322,80	161,40	331,52	165,76
13	539865	53768	326,52	163,26	335,35	167,67
14	539865	53768	326,52	163,26	335,35	167,67
15	546026	54381	330,25	165,12	339,18	169,59
16	546026	54381	330,25	165,12	339,18	169,59
17	552187	54995	333,98	186,99	343,00	171,50
18	552187	54995	333,98	166,99	343,00	171,50
19	558348	55608	337,70	168,85	346,83	173,41
20	558348	55608	337,70	168,85	346,83	173,41
21	564509	56222	341,43	170,71	350,66	175,33
22	564509	56222	341,43	170,71	350,66	175,33
23	570670	56836	345,15	172,58	354,48	177,24
24	570670	56836	345,15	172,58	354,48	177,24
25	576831	57449	348,88	174,44	358,31	179,16
26	576831	57449	348,88	174,44	358,31	179,16
27	582992	58063	352,61	176,30	362,14	181,07

BAREME N° 4

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	504990	50294	305,43	152,72	313,69	156,84
1	510585	50851	308,81	154,41	317,16	158,58
2	516180	51409	312,20	156,10	320,64	160,32
3	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
4	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
5	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
6	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
7	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
8	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
9	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
10	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
11	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
12	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
13	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
14	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
15	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
16	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
17	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
18	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
19	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
20	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
21	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
22	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
23	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
24	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
25	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
26	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
27	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
28	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
29	658078	65541	398,02	199,01	408,78	204,39

BAREME N° 5

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	504990	50294	305,43	152,72	313,69	156,84
1	510585	50851	308,81	154,41	317,16	158,58
2	516180	51409	312,20	158,10	320,64	160,32
3	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
4	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
5	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
6	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
7	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
8	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
9	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
10	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
11	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
12	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
13	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
14	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
15	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
16	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
17	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
18	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
19	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
20	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
21	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
22	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
23	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
24	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
25	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
26	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
27	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
28	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
29	658078	65541	398,02	199,01	408,78	204,39

BAREME N° 6

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	504990	50294	305,43	152,72	313,69	156,84
1	510585	50851	308,81	154,41	317,16	158,58
2	516180	51409	312,20	156,10	320,64	160,32
3	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
4	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
5	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
6	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
7	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
8	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
9	547379	54516	331,07	165,53	340,02	170,01
10	547379	54516	331,07	165,53	340,02	170,01
11	558803	55654	337,98	168,99	347,11	173,56
12	558803	55654	337,98	168,99	347,11	173,56
13	570227	58791	344,89	172,44	354,21	177,10
14	570227	58791	344,89	172,44	354,21	177,10
15	584444	58207	353,49	176,74	363,04	181,52
16	584444	58207	353,49	176,74	363,04	181,52
17	598661	59623	362,08	181,04	371,87	185,94
18	598661	59623	362,08	181,04	371,87	185,94
19	612878	61039	370,68	185,34	380,70	190,35
20	612878	61039	370,68	185,34	380,70	190,35
21	627095	62455	379,28	189,64	389,53	194,77
22	627095	62455	379,28	189,64	389,53	194,77
23	641312	63871	387,88	193,94	398,36	199,18
24	641312	63871	387,88	193,94	398,36	199,18
25	655529	65287	396,48	198,24	407,20	203,60
26	655529	65287	396,48	198,24	407,20	203,60
27	669746	66703	405,08	202,54	416,03	208,01
28	669746	66703	405,08	202,54	416,03	208,01
29	683963	68119	413,68	206,84	424,86	212,43

BAREME N° 7

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	508573	50651	307,60	153,80	315,91	157,96
1	515052	51296	311,52	155,76	319,94	159,97
2	521531	51942	315,43	157,72	323,96	161,98
3	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
4	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
5	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
6	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
7	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
8	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
9	548493	54428	330,53	185,27	339,47	169,73
10	546493	54428	330,53	165,27	339,47	169,73
11	552653	55041	334,26	167,13	343,29	171,65
12	552653	55041	334,26	167,13	343,29	171,65
13	558814	55655	337,98	168,99	347,12	173,56
14	558814	55655	337,98	188,99	347,12	173,56
15	584975	56268	341,71	170,86	350,95	175,47
16	584975	56268	341,71	170,86	350,95	175,47
17	571136	56882	345,44	172,72	354,77	177,39
18	571136	56882	345,44	172,72	354,77	177,39
19	578137	57579	349,67	174,84	359,12	179,56
20	578137	57579	349,67	174,84	359,12	179,56
21	585138	58276	353,91	176,95	363,47	181,74
22	585138	58276	353,91	176,95	363,47	181,74
23	592140	58974	358,14	179,07	367,82	183,91
24	592140	58974	358,14	179,07	367,82	183,91
25	599141	59671	362,37	181,19	372,17	186,08
26	599141	59671	362,37	181,19	372,17	186,08
27	606142	60368	366,61	183,30	376,52	188,26

BAREME N° 8

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	508573	50651	307,60	153,80	315,91	157,96
1	515052	51296	311,52	155,76	319,94	159,97
2	521531	51942	315,43	157,72	323,96	161,98
3	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
4	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
5	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
6	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
7	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
8	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
9	591356	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
10	596699	59428	360,90	180,45	370,65	185,33
11	602042	59960	364,13	182,06	373,97	186,99
12	609166	60670	368,44	184,22	378,40	189,20
13	616290	61379	372,75	186,37	382,82	191,41
14	623414	62089	377,06	188,53	387,25	193,62
15	630538	62798	381,36	190,68	391,67	195,84
16	637662	63508	385,67	192,84	396,10	198,05
17	644786	64217	389,98	194,99	400,52	200,26
18	651910	64927	394,29	197,15	404,95	202,47
19	659034	65636	398,60	199,30	409,37	204,69
20	666158	66346	402,91	201,45	413,80	206,90
21	673282	67055	407,22	203,61	418,22	209,11
22	680406	67765	411,53	205,76	422,65	211,32
23	687530	68474	415,83	207,92	427,07	213,54
24	694654	69184	420,14	210,07	431,50	215,75
25	701778	69893	424,45	212,23	435,92	217,96
26	708902	70603	428,76	214,38	440,35	220,17
27	716026	71312	433,07	216,53	444,77	222,39
28	723150	72022	437,38	218,69	449,20	224,60
29	730274	72731	441,69	220,84	453,62	226,81

BAREME N° 9

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	513754	51167	310,73	155,37	319,13	159,56
1	524442	52231	317,20	158,60	325,77	162,88
2	535131	53296	323,66	161,83	332,41	166,20
3	545819	54361	330,12	165,06	339,05	169,52
4	545819	54361	330,12	165,06	339,05	169,52
5	556122	55387	336,36	168,18	345,45	172,72
6	556122	55387	336,36	168,18	345,45	172,72
7	566425	56413	342,59	171,29	351,85	175,92
8	566425	56413	342,59	171,29	351,85	175,92
9	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
10	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
11	616291	61379	372,75	186,37	382,82	191,41
12	616291	61379	372,75	186,37	382,82	191,41
13	641224	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
14	641224	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
15	666157	66345	402,91	201,45	413,80	206,90
16	666157	66345	402,91	201,45	413,80	206,90
17	691090	68829	417,99	208,99	429,28	214,64
18	691090	68829	417,99	208,99	429,28	214,64
19	716023	71312	433,07	216,53	444,77	222,39
20	716023	71312	433,07	216,53	444,77	222,39
21	740956	73795	448,15	224,07	460,26	230,13
22	740956	73795	448,15	224,07	460,26	230,13
23	765889	76278	463,23	231,61	475,75	237,87
24	765889	76278	463,23	231,61	475,75	237,87
25	790822	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
26	790822	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
27	815755	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
28	815755	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
29	840688	83728	508,47	254,23	522,21	261,11

BAREME N° 10

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	524601	52247	317,29	158,65	325,87	162,93
1	531080	52893	321,21	160,61	329,89	164,95
2	537559	53538	325,13	162,56	333,92	166,96
3	544038	54183	329,05	164,52	337,94	168,97
4	544038	54183	329,05	164,52	337,94	168,97
5	550199	54797	332,77	166,39	341,77	170,88
6	550199	54797	332,77	166,39	341,77	170,88
7	556360	55410	336,50	168,25	345,59	172,80
8	556360	55410	336,50	168,25	345,59	172,80
9	562521	56024	340,23	170,11	349,42	174,71
10	562521	56024	340,23	170,11	349,42	174,71
11	568682	56637	343,95	171,98	353,25	176,62
12	568682	56637	343,95	171,98	353,25	176,62
13	574842	57251	374,68	173,84	357,08	178,54
14	574842	57251	347,68	173,84	357,08	178,54
15	581003	57865	351,40	175,70	360,90	180,45
16	581003	57865	351,40	175,70	360,90	180,45
17	587164	58478	355,13	177,57	364,73	182,36
18	587164	58478	355,13	177,57	364,73	182,36
19	594166	59176	359,37	179,68	369,08	184,54
20	594166	59176	359,37	179,68	369,08	184,54
21	601167	59873	363,60	181,80	373,43	186,71
22	601167	59873	363,60	181,80	373,43	186,71
23	608168	60570	367,83	183,92	377,78	188,89
24	608168	60570	367,83	183,92	377,78	188,89
25	615169	61267	372,07	186,03	382,13	191,06
26	615169	61267	372,07	186,03	382,13	191,06
27	622170	61965	376,30	188,15	386,47	193,24

BAREME N° 11

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	520115	51801	314,58	157,29	323,08	161,54
1	530803	52865	321,04	160,52	329,72	164,86
2	541490	53929	327,51	163,75	336,36	168,18
3	552178	54994	333,97	166,99	343,00	171,50
4	552178	54994	333,97	166,99	343,00	171,50
5	562866	56058	340,43	170,22	349,64	174,82
6	562866	56058	340,43	170,22	349,64	174,82
7	577112	57477	349,05	174,53	358,49	179,24
8	577112	57477	349,05	174,53	358,49	179,24
9	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
10	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
11	605605	60315	366,28	183,14	376,18	188,09
12	605605	60315	366,28	183,14	376,18	188,09
13	619851	61734	374,90	187,45	385,03	192,52
14	619851	61734	374,90	187,45	385,03	192,52
15	634097	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
16	634097	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
17	648344	64571	392,13	196,07	402,73	201,37
18	648344	64571	392,13	196,07	402,73	201,37
19	662590	65990	400,75	200,38	411,58	205,79
20	662590	65990	400,75	200,38	411,58	205,79
21	676836	67409	409,37	204,68	420,43	210,22
22	676836	67409	409,37	204,68	420,43	210,22
23	691083	68828	417,98	208,99	429,28	214,64
24	691083	68828	417,98	208,99	429,28	214,64
25	705329	70247	426,60	213,30	438,13	219,06
26	705329	70247	426,60	213,30	438,13	219,06
27	719575	71666	435,22	217,61	446,98	223,49
28	719575	71666	435,22	217,61	446,98	223,49
29	733822	73085	443,83	221,92	455,83	227,91

BAREME N° 12

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	531562	52941	321,50	160,75	330,19	165,10
1	542250	54005	327,97	163,98	336,83	168,42
2	552939	55070	334,43	167,22	343,47	171,73
3	563628	56134	340,90	170,45	350,11	175,05
4	563628	56134	340,90	170,45	350,11	175,05
5	573931	57160	347,13	173,56	356,51	178,25
6	573931	57160	347,13	173,56	356,51	178,25
7	584234	58186	353,36	176,68	362,91	181,45
8	584234	58186	353,36	176,68	362,91	181,45
9	609166	60670	368,44	184,22	378,40	189,20
10	609166	60670	368,44	184,22	378,40	189,20
11	634099	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
12	634099	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
13	659032	65636	398,60	199,30	409,37	204,69
14	659032	65636	398,60	199,30	409,37	204,69
15	683965	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
16	683965	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
17	708898	70602	428,76	214,38	440,35	220,17
18	708898	70602	428,76	214,38	440,35	220,17
19	733831	73085	443,84	221,92	455,83	227,92
20	733831	73085	443,84	221,92	455,83	227,92
21	758765	75569	458,92	229,46	471,32	235,66
22	758765	75569	458,92	229,46	471,32	235,66
23	783698	78052	474,00	237,00	486,81	243,41
24	783698	78052	474,00	237,00	486,81	243,41
25	808631	80535	489,08	244,54	502,30	251,15
26	808631	80535	489,08	244,54	502,30	251,15
27	833563	83018	504,16	252,08	517,79	258,89
28	833563	83018	504,16	252,08	517,79	258,89
29	858496	85501	519,24	259,62	533,27	266,64

BAREME N° 13

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	541487	53929	327,50	163,75	336,36	168,18
1	550392	54816	332,89	166,45	341,89	170,94
2	559297	55703	338,28	169,14	347,42	173,71
3	568201	56590	343,66	171,83	352,95	176,48
4	568201	56590	343,66	171,83	352,95	176,48
5	578889	57654	350,13	175,06	359,59	179,79
6	578889	57654	350,13	175,06	359,59	179,79
7	589576	58718	356,59	178,29	366,23	183,11
8	589576	58718	356,59	178,29	366,23	183,11
9	600264	59783	363,05	181,53	372,87	186,43
10	600264	59783	363,05	181,53	372,87	186,43
11	610951	60847	369,52	184,76	379,51	189,75
12	610951	60847	369,52	184,76	379,51	189,75
13	625198	62266	378,13	189,07	388,35	194,18
14	625198	62266	378,13	189,07	388,35	194,18
15	639444	63685	386,75	193,38	397,20	198,60
16	639444	63685	386,75	193,38	397,20	198,60
17	653690	65104	395,37	197,68	406,05	203,03
18	653690	65104	395,37	197,68	406,05	203,03
19	667937	66523	403,98	201,99	414,90	207,45
20	667937	66523	403,98	201,99	414,90	207,45
21	682183	67942	412,60	206,30	423,75	211,88
22	682183	67942	412,60	206,30	423,75	211,88
23	696429	69360	421,22	210,61	432,60	216,30
24	696429	69360	421,22	210,61	432,60	216,30
25	710676	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
26	710676	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
27	724922	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
28	724922	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
29	749855	74681	453,53	226,77	465,79	232,89

BAREME N° 14

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	573543	57122	346,89	173,45	356,27	178,13
1	584232	58186	353,36	176,68	362,91	181,45
2	594920	59251	359,82	179,91	369,55	184,77
3	605609	60315	366,29	183,14	376,19	188,09
4	605609	60315	366,29	183,14	376,19	188,09
5	616297	61380	372,75	186,38	382,83	191,41
6	616297	61380	372,75	186,38	382,83	191,41
7	630544	62799	381,37	190,68	391,68	195,84
8	630544	62799	381,37	190,68	391,68	195,84
9	722541	71961	437,01	218,51	448,82	224,41
10	722541	71961	437,01	218,51	448,82	224,41
11	743914	74090	449,94	224,97	462,10	231,05
12	743914	74090	449,94	224,97	462,10	231,05
13	765282	76218	462,86	231,43	475,37	237,69
14	765282	76218	462,86	231,43	475,37	237,69
15	786654	78346	475,79	237,89	488,65	244,32
16	786654	78346	475,79	237,89	488,65	244,32
17	808026	80475	488,71	244,36	501,92	250,96
18	808026	80475	488,71	244,36	501,92	250,96
19	829398	82603	501,64	250,82	515,20	257,60
20	829398	82603	501,64	250,82	515,20	257,60
21	850770	84732	514,57	257,28	528,47	264,24
22	850770	84732	514,57	257,28	528,47	264,24
23	872142	86860	527,49	263,75	541,75	270,87
24	872142	86860	527,49	263,75	541,75	270,87
25	893514	88989	540,42	270,21	555,02	277,51
26	893514	88989	540,42	270,21	555,02	277,51
27	914886	91117	553,34	276,67	568,30	284,15
28	914886	91117	553,34	276,67	568,30	284,15
29	936258	93246	566,27	283,14	581,58	290,79

BAREME N° 15

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	591351	58895	357,66	178,83	367,33	183,67
1	602040	59960	364,13	182,06	373,97	186,98
2	612728	61024	370,59	185,30	380,61	190,30
3	623417	62089	377,06	188,53	387,25	193,62
4	623417	62089	377,06	188,53	387,25	193,62
5	634105	63153	383,52	191,76	393,89	196,94
6	634105	63153	383,52	191,76	393,89	196,94
7	648352	64572	392,14	196,07	402,74	201,37
8	648352	64572	392,14	196,07	402,74	201,37
9	676844	67410	409,37	204,69	420,44	210,22
10	676844	67410	409,37	204,69	420,44	210,22
11	705337	70248	426,60	213,30	438,13	219,07
12	705337	70248	426,60	213,30	438,13	219,07
13	730270	72731	441,68	220,84	453,62	226,81
14	730270	72731	441,68	220,84	453,62	226,81
15	755203	75214	456,76	228,38	469,11	234,56
16	755203	75214	456,76	228,38	469,11	234,56
17	780135	77697	471,84	235,92	484,60	242,30
18	780135	77697	471,84	235,92	484,60	242,30
19	805068	80180	486,92	243,46	500,08	250,04
20	805068	80180	486,92	243,46	500,08	250,04
21	830001	82663	502,00	251,00	515,57	257,79
22	830001	82663	502,00	251,00	515,57	257,79
23	854933	85147	517,08	258,54	531,06	265,53
24	854933	85147	517,08	258,54	531,06	265,53
25	879866	87630	532,16	266,08	546,55	273,27
26	879866	87630	532,16	266,08	546,55	273,27
27	904799	90113	547,24	273,62	562,03	281,02
28	904799	90113	547,24	273,62	562,03	281,02
29	929732	92596	562,32	281,16	577,52	288,76

BAREME N° 16

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	621032	61851	375,62	187,81	385,77	192,88
1	633497	63093	383,15	191,58	393,51	196,75
2	645961	64334	390,69	195,35	401,25	200,63
3	658425	65575	398,23	199,12	408,99	204,50
4	658425	65575	398,23	199,12	408,99	204,50
5	679797	67704	411,16	205,58	422,27	211,14
6	679797	67704	411,16	205,58	422,27	211,14
7	701169	69833	424,08	212,04	435,55	217,77
8	701169	69833	424,08	212,04	435,55	217,77
9	804462	80120	486,56	243,28	499,71	249,85
10	804462	80120	486,56	243,28	499,71	249,85
11	825834	82248	499,48	249,74	512,98	256,49
12	825834	82248	499,48	249,74	512,98	256,49
13	847206	84377	512,41	256,21	526,26	263,13
14	847206	84377	512,41	256,21	526,26	263,13
15	868578	86505	525,34	262,67	539,54	269,77
16	868578	86505	525,34	262,67	539,54	269,77
17	889950	88634	538,26	269,13	552,81	276,41
18	963561	95965	582,79	291,39	598,54	299,27
19	984933	98094	595,71	297,86	611,81	305,91
20	984933	98094	595,71	297,86	611,81	305,91
21	1006305	100222	608,64	304,32	625,09	312,54
22	1006305	100222	608,64	304,32	625,09	312,54
23	1027678	102351	621,56	310,78	638,36	319,18
24	1027678	102351	621,56	310,78	638,36	319,18
25	1049050	104479	634,49	317,25	651,64	325,82
26	1049050	104479	634,49	317,25	651,64	325,82
27	1070422	106608	647,42	323,71	664,91	332,46

BAREME N° 17

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	676835	67409	409,37	204,68	420,43	210,22
1	687524	68474	415,83	207,92	427,07	213,53
2	698212	69538	422,30	211,15	433,71	216,85
3	708901	70603	428,76	214,38	440,35	220,17
4	708901	70603	428,76	214,38	440,35	220,17
5	719590	71667	435,23	217,61	446,99	223,49
6	719590	71667	435,23	217,61	446,99	223,49
7	733836	73086	443,84	221,92	455,84	227,92
8	733836	73086	443,84	221,92	455,84	227,92
9	762329	75924	461,07	230,54	473,54	236,77
10	762329	75924	461,07	230,54	473,54	236,77
11	790821	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
12	790821	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
13	815754	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
14	815754	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
15	840687	83728	508,47	254,23	522,21	261,11
16	840687	83728	508,47	254,23	522,21	261,11
17	865620	86211	523,55	261,77	537,70	268,85
18	865620	86211	523,55	261,77	537,70	268,85
19	890553	88694	538,63	269,31	553,19	276,59
20	890553	88694	538,63	269,31	553,19	276,59
21	915486	91177	553,71	276,85	568,67	284,34
22	915486	91177	553,71	276,85	568,67	284,34
23	940419	93660	568,79	284,39	584,16	292,08
24	940419	93660	568,79	284,39	584,16	292,08
25	965351	96144	583,87	291,93	599,65	299,82
26	965351	96144	583,87	291,93	599,65	299,82
27	990284	98627	598,95	299,47	615,14	307,57
28	990284	98627	598,95	299,47	615,14	307,57
29	1015217	101110	614,03	307,01	630,62	315,31

BAREME N° 18

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	707109	70424	427,68	213,84	439,24	219,62
1	717797	71489	434,14	217,07	445,87	222,94
2	728486	72553	440,61	220,30	452,51	226,26
3	739175	73618	447,07	223,54	459,15	229,58
4	739175	73618	447,07	223,54	459,15	229,58
5	749863	74682	453,54	226,77	465,79	232,90
6	749863	74682	453,54	226,77	465,79	232,90
7	764111	76101	462,15	231,08	474,64	237,32
8	764111	76101	462,15	231,08	474,64	237,32
9	792603	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
10	792603	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
11	821096	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
12	821096	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
13	846029	84260	511,70	255,85	525,53	262,76
14	846029	84260	511,70	255,85	525,53	262,76
15	870962	86743	526,78	263,39	541,02	270,51
16	870962	86743	526,78	263,39	541,02	270,51
17	895895	89226	541,86	270,93	556,50	278,25
18	895895	89226	541,86	270,93	556,50	278,25
19	920827	91709	556,94	278,47	571,99	286,00
20	920827	91709	556,94	278,47	571,99	286,00
21	945760	94192	572,02	286,01	587,48	293,74
22	945760	94192	572,02	286,01	587,48	293,74
23	970693	96676	587,10	293,55	602,97	301,48
24	970693	96676	587,10	293,55	602,97	301,48
25	995626	99159	602,18	301,09	618,45	309,23
26	995626	99159	602,18	301,09	618,45	309,23
27	1020559	101642	617,26	308,63	633,94	316,97
28	1020559	101642	617,26	308,63	633,94	316,97
29	1045492	104125	632,34	316,17	649,43	324,71
30	1045492	104125	632,34	316,17	649,43	324,71
31	1070425	106608	647,42	323,71	664,92	332,46

BAREME N° 19

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	735605	73262	444,91	222,46	456,94	228,47
1	746293	74327	451,38	225,69	463,58	231,79
2	756982	75391	457,84	228,92	470,22	235,11
3	767670	76456	464,31	232,15	476,85	238,43
4	767670	76456	464,31	232,15	476,85	238,43
5	778359	77520	470,77	235,39	483,49	241,75
6	778359	77520	470,77	235,39	483,49	241,75
7	792605	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
8	792605	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
9	821098	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
10	821098	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
11	849591	84614	513,85	256,93	527,74	263,87
12	849591	84614	513,85	256,93	527,74	263,87
13	874524	87098	528,93	264,47	543,23	271,61
14	874524	87098	528,93	264,47	543,23	271,61
15	899456	89581	544,01	272,01	558,72	279,36
16	899456	89581	544,01	272,01	558,72	279,36
17	924389	92064	559,09	279,55	574,20	287,10
18	924389	92064	559,09	279,55	574,20	287,10
19	949322	94547	574,17	287,09	589,69	294,85
20	949322	94547	574,17	287,09	589,69	294,85
21	974255	97030	589,25	294,63	605,18	302,59
22	974255	97030	589,25	294,63	605,18	302,59
23	999188	99513	604,33	302,17	620,67	310,33
24	999188	99513	604,33	302,17	620,67	310,33
25	1024121	101997	619,41	309,71	636,15	318,08
26	1024121	101997	619,41	309,71	636,15	318,08
27	1049054	104480	634,49	317,25	651,64	325,82
28	1049054	104480	634,49	317,25	651,64	325,82
29	1073987	106963	649,57	324,79	667,13	333,56
30	1073987	106963	649,57	324,79	667,13	333,56
31	1098919	109446	664,65	332,33	682,62	341,31

BAREME N° 20

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	779236	77608	471,30	235,65	484,04	242,02
1	797047	79381	482,07	241,04	495,10	247,55
2	814858	81155	492,85	246,42	506,17	253,08
3	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
4	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
5	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
6	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
7	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
8	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
9	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
10	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
11	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
12	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
13	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
14	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
15	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
16	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
17	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
18	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
19	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
20	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
21	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
22	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
23	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
24	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
25	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
26	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
27	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
28	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
29	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
30	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
31	1203107	119823	727,67	363,83	747,33	373,67

BAREME N° 21

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	822868	81953	497,69	248,85	511,14	255,57
1	847801	84436	512,77	256,39	526,63	263,31
2	872733	86919	527,85	263,93	542,12	271,06
3	897666	89403	542,93	271,47	557,60	278,80
4	897666	89403	542,93	271,47	557,60	278,80
5	935957	93216	566,09	283,04	581,39	290,69
6	935957	93216	566,09	283,04	581,39	290,69
7	974248	97030	589,25	294,62	605,17	302,59
8	974248	97030	589,25	294,62	605,17	302,59
9	1012539	100843	612,41	306,20	628,96	314,48
10	1012539	100843	612,41	306,20	628,96	314,48
11	1050830	104657	635,57	317,78	652,74	326,37
12	1050830	104657	635,57	317,78	652,74	326,37
13	1089120	108470	658,73	329,36	676,53	338,26
14	1089120	108470	658,73	329,36	676,53	338,26
15	1127411	112284	681,89	340,94	700,31	350,16
16	1127411	112284	681,89	340,94	700,31	350,16
17	1165702	116097	705,04	352,52	724,10	362,05
18	1165702	116097	705,04	352,52	724,10	362,05
19	1203993	119911	728,20	364,10	747,89	373,94
20	1203993	119911	728,20	364,10	747,89	373,94
21	1242284	123724	751,36	375,68	771,67	385,84
22	1242284	123724	751,36	375,68	771,67	385,84
23	1280574	127538	774,52	387,26	795,46	397,73

BAREME N° 22

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	1018769	101464	975,61	487,81	632,83	316,41
1	1043702	103947	999,49	499,74	648,32	324,16
2	1068635	106430	1023,37	511,68	663,80	331,90
3	1093568	108913	1047,24	523,62	679,29	339,65
4	1093568	108913	1047,24	523,62	679,29	339,65
5	1137199	113259	1089,03	544,51	706,39	353,20
6	1137199	113259	1089,03	544,51	706,39	353,20
7	1180831	117604	1130,81	565,40	733,50	366,75
8	1180831	117604	1130,81	565,40	733,50	366,75
9	1224462	121950	1172,59	586,30	760,60	380,30
10	1224462	121950	1172,59	586,30	760,60	380,30
11	1268094	126295	1214,37	607,19	787,70	393,85
12	1268094	126295	1214,37	607,19	787,70	393,85
13	1311725	130640	1256,16	628,08	814,81	407,40
14	1311725	130640	1256,16	628,08	814,81	407,40
15	1355357	134986	1297,94	648,97	841,91	420,95
16	1355357	134986	1297,94	648,97	841,91	420,95
17	1398988	139331	1339,72	669,86	869,01	434,51
18	1398988	139331	1339,72	669,86	869,01	434,51
19	1442620	143677	1381,51	690,75	896,11	448,06
20	1442620	143677	1381,51	690,75	896,11	448,06
21	1486251	148022	1423,29	711,65	923,22	461,61
22	1486251	148022	1423,29	711,65	923,22	461,61
23	1529883	152368	1465,07	732,54	950,32	475,16

BAREME N° 23

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	1357138	135163	1299,65	649,82	843,01	421,51
1	1357138	135163	1299,65	649,82	843,01	421,51
2	1410566	140484	1350,81	675,41	876,20	438,10
3	1410566	140484	1350,81	675,41	876,20	438,10
4	1463995	145806	1401,98	700,99	909,39	454,70
5	1463995	145806	1401,98	700,99	909,39	454,70
6	1517423	151127	1453,14	726,57	942,58	471,29
7	1517423	151127	1453,14	726,57	942,58	471,29
8	1570852	156448	1504,31	752,15	975,77	487,88
9	1570852	156448	1504,31	752,15	975,77	487,88
10	1624281	161769	1555,47	777,74	1008,96	504,48
11	1624281	161769	1555,47	777,74	1008,96	504,48
12	1677709	167090	1606,64	803,32	1042,14	521,07
13	1677709	167090	1606,64	803,32	1042,14	521,07
14	1731138	172412	1657,80	828,90	1075,33	537,67
15	1731138	172412	1657,80	828,90	1075,33	537,67
16	1784567	177733	1708,97	854,48	1108,52	554,26
17	1784567	177733	1708,97	854,48	1108,52	554,26
18	1837995	183054	1760,13	880,07	1141,71	570,85
19	1837995	183054	1760,13	880,07	1141,71	570,85
20	1891424	188375	1811,30	905,65	1174,90	587,45
21	1891424	188375	1811,30	905,65	1174,90	587,45
22	1944852	193696	1862,46	931,23	1208,09	604,04

BAREME N° 24

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 h)	Sup. (50 %)	Horaire (37 h)	Sup. (50 %)
0	541487	53929	327,50	163,75	336,36	168,18
1	552175	54994	333,97	166,98	342,99	171,50
2	562863	56058	340,43	170,22	349,63	174,82
3	573550	57122	346,90	173,45	356,27	178,14
4	573550	57122	346,90	173,45	356,27	178,14
5	584238	58187	353,36	176,68	362,91	181,46
6	584238	58187	353,36	176,68	362,91	181,46
7	598484	59606	361,98	180,99	371,76	185,88
8	598484	59606	361,98	180,99	371,76	185,88
9	612730	61024	370,59	185,30	380,61	190,31
10	612730	61024	370,59	185,30	380,61	190,31
11	626977	62443	379,21	189,61	389,46	194,73
12	626977	62443	379,21	189,61	389,46	194,73
13	641223	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
14	641223	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
15	655469	65281	396,44	198,22	407,16	203,58
16	655469	65281	396,44	198,22	407,16	203,58
17	669716	66700	405,06	202,53	416,01	208,00
18	669716	66700	405,06	202,53	416,01	208,00
19	683962	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
20	683962	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
21	690196	68740	417,45	208,72	428,73	214,36
22	690196	68740	417,45	208,72	428,73	214,36
23	696431	69361	421,22	210,61	432,60	216,30
24	696431	69361	421,22	210,61	432,60	216,30
25	710677	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
26	710677	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
27	724923	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
28	724923	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
29	749856	74681	453,53	226,77	465,79	232,89

**Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personne handicapées**

NORMES D'ENCADREMENT ETABLIES EN FONCTION DE LA CATEGORIE
DU HANDICAP ET DU REGIME DE L'INSTITUTION

Normes « home »

Par bénéficiaire	Homes occupationnels pour adultes handicapés non travailleurs	Homes de nursing pour adultes handicapés graves	Homes pour handicapés adultes travailleurs
Médecin	0,0112	0,0112	0,0042
Licencié (3)	0,01 dont 0,0033 à réserver à un licencié	0,01 dont 0,0033 à réserver à un licencié	
Personnel paramédical	0,0334	0,1332	
Assistant social ou infirmier social	0,01	0,01	0,0334
Personnel éducatif et soignant	0,5 dont 0,1 peut être chef-éducateur Si + de 30 % (1) majorer de : 0,1	0,5685 dont 0,1 peut être chef-éducateur Si + de 30 % (1) majorer de : 0,1332	0,15 Si chômage (2) majorer de : 0,1
Educateur chef de groupe	0,0334	0,0354	
Personnel spécial		0,0167	

Rem. (1) : pour les homes conservant plus de 30 % de la population moyenne lors des week-ends et des vacances

Rem. (2) : pendant la période de chômage des handicapés, à majorer d'un éducateur supplémentaire par groupe de 15 chômeurs

Rem. (3) : Licencié en psychologie, en pédagogie, en kinésithérapie ou en logopédie et assistant en psychologie

Normes « Centre de jour »

Médecin et dentiste	0,01
Licencié (*)	0,0067
	dont 0,0033 licencié
Personnel paramédical (**)	0,0467
Assistant social	0,0167
Personnel éducatif (**)	
et soignant	0,15
Chef-éducateur	0,0334
Educateur chef de groupe	0,0167

(*) Licencié en psychologie, en pédagogie, en kinésithérapie, en logopédie et assistant en psychologie.

(**) Pour les centres de jour qui accueillent des personnes nécessitant des soins de nursing, les normes sont portées, à partir du 1^{er} janvier 1999 :

pour le personnel paramédical	0,1
pour le personnel éducatif et soignant	0,2
pour le personnel spécial (copiste, bricoleur en appareillage, technicien en électronique, en informatique, aide laboratoire)	0,0067

Normes du personnel administratif et ouvrier en « Internat - Home »

Personnel de direction :	
de 6 à 29 lits :	1 directeur
à partir de 30 lits :	1 directeur
par tranche de 90 lits :	1 sous-directeur
Personnel administratif :	
à partir de 60 lits :	1 comptable (*)
Jusqu'à 15 lits :	1 rédacteur ou commis (temps plein)
de 16 à 40 lits :	2 rédacteurs ou commis (temps plein)
jusqu'à 100 lits :	3 rédacteurs ou commis (temps plein) et 1 rédacteur ou commis (mi-temps)
au-delà de 100 lits :	1 rédacteur mi-temps supplémentaire par tranche de 25 lits
à partir de 90 lits :	1 économe
Personnel ouvrier :	
Pour les handicapés alités et les enfants de — de 6 ans :	0,1667 (**)
pour les autres	0,1429 (**)

(*) à partir du 1^{er} janvier 2000 : par bénéficiaire : comptable : 0,0133 avec un maximum d'un équivalent temps plein par agrément

(**) par bénéficiaire

Normes du personnel administratif et ouvrier
en « Semi-internat — Centre de jour »

Mineurs d'âge	
Personnel de direction : Handicapés non scolarisés : de 6 à 14 places : 1 responsable de 15 à 35 places : 1 dirigeant (A1) de 36 places et + : 1 directeur	Handicapés scolarisés : de 30 à 72 places : 1 responsable (A1) de 73 à 149 places : 1 directeur de 150 places et + : 1 directeur + 1 sous-directeur
Personnel administratif : jusqu'à 25 places : 1/4 rédacteur ou commis par tranche supplémentaire de 25 places : 1/4 rédacteur ou commis comptable : à partir de 60 places : 1 comptable, et à partir du 1 ^{er} janvier 2000 : 0,0133 par bénéficiaire avec un maximum d'un équivalent temps plein par agrément	
Personnel ouvrier : 0,1 par bénéficiaire	0,0667 par bénéficiaire
Majeurs d'âge	
Personnel de direction : de 6 à 14 places : de 15 à 29 places : de 30 places et + : de 90 places et + : de 180 places et + :	1 responsable 1 dirigeant (A1) 1 directeur 1 directeur et 1 sous-directeur 1 directeur et 2 sous-directeurs
Personnel administratif : à partir de 60 places : jusqu'à 15 places : jusqu'à 30 places : jusqu'à 50 places : au-delà de 50 places : à partir de 100 places :	1 comptable : (*) 1 rédacteur 1/2 temps 1 rédacteur temps plein 1 rédacteur temps plein + 1 rédacteur mi-temps 1 rédacteur 1/2 temps supplémentaire par tranche de 25 places 1 économe
Personnel ouvrier : 0,1 par bénéficiaire	

(*) à partir du 1^{er} janvier 2000, par bénéficiaire : comptable : 0,0133 avec un maximum d'un équivalent temps plein par agrément.

Normes « Internat »

	Handicapés intellectuels légers	Handicapés intellectuels modérés	Handicapés intellectuels sévères et profonds	Handicapés atteints de troubles caractériels	Aveugles et amblyopes	Sourds, demi-sourds et troubles du langage	Handicapés moteurs groupe A	Groupe B
par bénéficiaire	unité de vie : 12 enfants	unité de vie : 10 enfants	unité de vie : 8 enfants	unité de vie : 8 enfants	unité de vie : enf. - 12 ans 8 enf. + 12 ans 12	unité de vie : enf. - 8 ans 6 enf. + 8 ans 10	unité de vie : enf. - 8 ans 8 enf. + 8 ans 10	unité de vie : 6 enfants
Médecin	0,0067	0,0067	0,01	0,02	0,0083	0,01	0,01	0,02
Licencié (2)	0,02	0,02	0,02	0,0267	0,02	0,02	0,02	0,0267
Personnel paramédical	0,03	0,05	Scolarisés : 0,05 Non scolarisés : 0,0667	0,0667	0,0667	enf. - 8 ans : 10,1334 enf. + 8 ans : 0,0834	0,1	0,2
Assistant social infirmier social	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267
Personnel éducatif et soignant	0,25 dont 0,0833 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,0833	Scolarisés : 0,2834 dont 0,0834 peut-être chef-éducateur Non scolarisés : 0,3334 dont 0,0834 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,1	Scolarisés : 0,375 dont 0,125 peut-être chef-éducateur Non scolarisés : 0,5 dont 0,125 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,125	Scolarisés : 0,375 dont 0,125 peut-être chef-éducateur Non scolarisés : 0,5 dont 0,125 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,125	Scolarisés - 12 ans : 0,375 dont 0,125 peut-être chef-éducateur Scolarisés + 12 ans : 0,2501 dont 0,0834 peut-être chef-éducateur Non scolarisés - 12 ans : 0,5 dont 0,125 peut-être chef-éducateur Non scolarisés + 12 ans : 0,3334 dont 0,0834 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,125 enfants - 12 ans : 0,125 enfants + 12 ans : 0,0833	Scolarisés - 8 ans : 0,5001 dont 0,1667 peut-être chef-éducateur Scolarisés + 8 ans : 0,3 dont 0,1 peut-être chef-éducateur Non scolarisés - 8 ans : 0,6667 dont 0,1667 peut-être chef-éducateur Non scolarisés + 8 ans : 0,4 dont 0,1 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,1667 enfants - 8 ans : 0,1667 enfants + 8 ans : 0,1	Scolarisés - 8 ans : 0,375 dont 0,125 peut-être chef-éducateur Scolarisés + 8 ans : 0,3 dont 0,1 peut-être chef-éducateur Non scolarisés - 8 ans : 0,5 dont 0,125 peut-être chef-éducateur Non scolarisés + 8 ans : 0,4 dont 0,1 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,125 enfants - 8 ans : 0,125 enfants + 8 ans : 0,1	Scolarisés : 0,5 dont 0,1667 peut-être chef-éducateur Non scolarisés : 0,6667 dont 0,1667 peut-être chef-éducateur si + 30 % (1) majorer de : 0,1667
Educateur chef de groupe	0,0139	0,0334	enfants alités : 0,0313 enfants non-alités : 0,0417	0,0417	enfants de - de 12 ans : 0,0417 enfants de + de 12 ans : 0,0278	enfants de - de 8 ans : 0,0417 enfants de + de 8 ans : 0,0334	enfants de - de 8 ans : 0,0313 enfants de + de 8 ans : 0,0334	0,0417
Personnel spécial			0,0034		0,0067	0,0133		0,01

Rem. (1) établissements conservant plus de 30 % de la population moyenne durant les week-ends et les vacances scolaires.

Rem. (2) Licencié en psychologie, en pédagogie, en kinésithérapie ou en logopédie et assistant en psychologie

Normes « Semi-internat »

	Handicapés mentaux modérés et sévères	Handicapés mentaux profonds non scolarisés	Handicapés mentaux légers atteints de troubles associés	Handicapés atteints de troubles caractériels	Aveugles Amblyopes	Sourds et troubles du langage	Handicapés moteurs groupe A	Handicapés moteurs Groupe B
par bénéficiaire	unité de vie : 10 enfants	unité de vie : de 0 à 6 ans : 8 de + de 6 ans : 10	unité de vie : 12 enfants	unité de vie : 8 enfants	unité de vie : de - 12 ans : 8 de + 12 ans : 12	unité de vie : de - 8 ans : 6 de + 8 ans : 10	unité de vie : de - 8 ans : 8 de + 8 ans : 10	unité de vie : 6 enfants
Médecin	0,0067	0,0083	0,005	0,0167	0,0067	0,0083	0,0083	0,0167
Licencié (1)	0,0134 dont au - 0,0067 licencié	0,0134 dont au - 0,0067 licencié	0,0134 dont au - 0,0067 licencié	0,02 dont au - 0,01 licencié	0,0134 dont au - 0,0034 licencié	0,0134 dont au - 0,0034 licencié	0,0134 dont au - 0,0067 licencié	0,02 dont au - 0,0067 licencié
Personnel paramédical	0,05	0,05	0,03	0,0667	0,05	de - de 8 ans : 0,1 de 8 ans et + : 0,0667	0,1	0,2
Assistant social	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267
Personnel éducatif et soignant	0,1	de - de 6 ans : 0,25 de + de 6 ans : 0,2	0,0834	0,1875 si momentanément non scolarisés : 0,25	de - 12 ans : 0,1250 de + 12 ans : 0,0834	de - 8 ans : 0,1667 de + 8 ans : 0,1	de - 8 ans : 0,1875 de + 8 ans : 0,15	0,25
Chef-éducateur	0,02	de - de 6 ans : 0,0313 de + de 6 ans : 0,025	0,0104	0,025	de - 12 ans : 0,0250 de + 12 ans : 0,0167	de - 8 ans : 0,0278 de + 8 ans : 0,02	de - 8 ans : 0,0208 de + 8 ans : 0,02	0,0278
Educateur chef de groupe	0,01	de - de 6 ans : 0,0156 de + de 6 ans : 0,0125	0,0052	0,0125	de - 12 ans : 0,0125 de + 12 ans : 0,0083	de - 8 ans : 0,0139 de + 8 ans : 0,01	de - 8 ans : 0,0104 de + 8 ans : 0,01	0,0139
Personnel spécial					0,0067	0,01	0,0067	0,0067

Rem. (1) Licencié en psychologie, en pédagogie, en kinésithérapie ou en logopédie et assistant en psychologie.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 9 décembre 1999.

Par le Collège de la Commission communautaire française :
E. TOMAS,
Président du Collège.
E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

**Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement
pour personnes handicapées**

CRITERES PERMETTANT
A UNE PERSONNE D'ETRE RECONNUE COMME NECESSITANT DES SOINS DE NURSING

Présenter au moins 3 handicaps parmi les suivants :

- être grabataire ou présenter des troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice (même appareillée, la personne doit être aidée pour se mouvoir);
- souffrir d'incontinence diurne ou nocturne;
- nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
- ne pouvoir s'alimenter seul;
- nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
- être atteint d'une affection somatique grave nécessitant des soins médicaux ou paramédicaux quotidiens.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 9 décembre 1999.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

**Annexe 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement
pour personnes handicapées**

NORMES DE PERSONNEL DES SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

Effectif pour 30 personnes handicapées :

§ 1^{er} :

- un dirigeant porteur d'un diplôme du niveau A1, à temps plein, si le service de placement familial est autonome. Si le service est rattaché à un homé pour personnes handicapées, le dirigeant de cette institution assure la direction,
- médecin spécialiste : 1/4 temps
- psychologue : 1/2 temps
- assistant social : 1 temps plein
- commis : 1 temps plein.

§ 2 : La subvention pour frais de personnel est calculée conformément aux dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 9 décembre 1999.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

**Annexe 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement
pour personnes handicapées**

QUALIFICATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES CENTRES DE JOUR
ET DES CENTRES D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES

Nature de l'emploi	Qualifications requises	Barèmes Annexe 1
Educateur - classe III (18 ans)	Les porteurs d'un des titres suivants : - Diplôme ou certificat de fins d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique). - Brevet, certificat ou attestation de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures. - Les puéricultrices, aides-familiales et sanitaires et garde-malades qui possèdent un des titres suivants : * brevet de puéricultrice. * brevet d'aide ou d'auxiliaire familiale et sanitaire ou certificat de qualification d'assistante familiale et sanitaire. * certificat de garde-malade ou brevet d'hospitalier(e) ou brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers	8
Educateur - classe II B (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) - Les éducateurs classe III, les puéricultrices, les gardes-malades et les aides-familiales et sanitaires ayant 10 ans d'ancienneté dans une des fonctions précitées.	11
Educateur - classe II A (20 ans)	Les porteurs d'un des titres suivants : - Diplôme délivré par une université ou par un établissement d'enseignement supérieur de type long si les cycles d'études comportent au moins quatre années. - Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures à orientation pédagogique, sociale, paramédicale ou artistique. - Brevet d'infirmier(e). - Brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe exclusivement et effectivement d'enfants de 0 à 6 ans.	13
Infirmier(ère) breveté(e) (21 ans)	- Les titulaires du brevet d'infirmier(ère)	14
Infirmier(ère) gradué(e) (23 ans)	- Les porteurs d'un diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) visé à l'article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier(ère) modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1980, 27 octobre 1961 et 24 décembre 1986.	16
Copiste (Braille) 2e classe (18 ans)	- Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.	5
Copiste (Braille) 1e classe (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.	9
Médecin généraliste (27 ans)	- Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement	22
Médecin spécialiste (27 ans)	- Les porteurs d'un titre de qualification requise pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécialisation requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.	23
Licencié en psychologie, en pédagogie, en kinésithérapie et en logopédie (24 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions	21
Assistant en psychologie (23 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.	16
Ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède	- Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.	16
Rééducateur en psychomotricité (23 ans)	- Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.	16
Assistant social (23 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.	16

Nature de l'emploi	Qualifications requises	Barèmes Annexe 1
Infirmier(ère) gradué(e) social(e) (23 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.	16
Bricoleur en appareillage A3 (18 ans)	- Les porteurs du diplôme ou certificat de qualification de quatrième année de l'enseignement secondaire technique de qualification.	5
Technicien en électronique ou en Informatique A1 ou A2	- Les porteurs d'un diplôme octroyant un de ces titres.	16 ou 9
Educateur - classe II (20 ans)	<p>- Les éducateurs ayant 10 ans d'ancienneté dans la classe II B.</p> <p>Uniquement les éducateurs de la classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1^{er} janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants :</p> <p>- Diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale.</p> <p>- Brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans.</p> <p>- Diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire ou, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans.</p> <p>- Diplôme de l'enseignement normal gardien.</p>	24
Educateur - Classe I (20 ans)	Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale ou artistique au moins de type court de plein exercice ou de promotion sociale	15
Chef-éducateur (21 ans)	Voir ci-dessus éducateur classe I	17
Educateur-chef de groupe (21 ans)	- Les chefs-éducateurs ayant au moins une année de service dans cette fonction.	18
Sous-directeur classe II (24 ans)	<p>- Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II A et au moins trois ans de fonctions éducatives dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.</p> <p>- Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II B et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.</p> <p>- Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe III et au moins dix ans de fonctions éducatives dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.</p> <p>- Les rédacteurs comptant au moins cinq années de service dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.</p>	18
Sous-directeur classe I (24 ans)	<p>- Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe I et au moins trois ans de fonctions éducatives dans une institution pour enfants ou homes pour handicapés.</p> <p>- Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II A et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.</p> <p>- Les porteurs d'un diplôme universitaire.</p> <p>- Les économes ayant au moins cinq ans de service dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.</p> <p>- Les sous-directeurs de la classe II qui comptent au moins cinq années de service.</p>	19
Directeur classe II (24 ans) Institutions de 6 à 29 lits ou places :	<p>- Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe II.</p> <p>- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale ou artistique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.</p>	15
Directeur classe I (24 ans) Institutions de 6 à 14 lits ou places	- Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe I	15
Directeur classe I (24 ans) Institutions de 15 à 29 lits ou places :	- Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe I.	17

Nature de l'emploi	Qualifications requises	Barèmes Annexe 1
Directeur classe II (24 ans) Institutions de 30 à 60 lits ou places :	- Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe II.	17
Directeur classe I (24 ans) Institutions de 30 à 60 lits ou places :	- Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe I.	19
Directeur classe II (24 ans) Institutions de plus de 60 lits ou places :	- Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe II.	19
Directeur classe I (24 ans) Institutions de plus de 60 lits ou places :	- Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe I.	21
Commis (18 ans)	Les porteurs d'un des titres suivants : - Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique). - Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau", délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.	4
Commis-sténodactylographe	- Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant la connaissance de la sténo-dactylographie.	5
Rédacteur (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction. - Les commis comptant cinq années de service dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.	9
Econome (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur. - Les rédacteurs comptant au moins cinq années de service dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.	15
Comptable 2e classe (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale ou à orientation assimilée.	12
Comptable 1 ^{er} classe (23 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique ou assimilée dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction. - Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables. - Les comptables classe II comptant cinq années de service dans une institution pour enfants ou home pour handicapés.	15
Personnel ouvrier :		
Chef d'équipe	- Ouvrier qualifié ayant la responsabilité d'une équipe d'ouvriers occupant la même fonction.	11
Ouvrier qualifié	- Ouvrier porteur d'un certificat de qualification ou d'un certificat d'apprentissage délivré par l'IFPME.	8
Ouvrier non qualifié	Pas d'exigence particulière.	3
Puéricultrice, aide familiale et Sanitaire ou garde-malade	- Les porteurs d'un brevet ou certificat octroyant un de ces titres.	5
Aide de laboratoire clinique A3	- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.	5

Vu pour être annexé à l'arrêté du 9 décembre 1999.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 533

[C — 1999/31542]

9 DECEMBER 1999. — Besluit 99/1631 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten

Het College,

Gelet op de artikels 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikels 63, 1° tot 5° en 69, 1° tot 4°;

Gelet op het advies van de Sectie « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, van 23 april 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 19 mei 1999;

Gelet op het akkoord van het Collegelid voor Begroting van 27 mei 1999;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State

binnen een termijn van maximaal een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State van 3 november 1999, overeenkomstig artikel 84, alinea 1, 1° van de samengeschakelde wetten betreffende de Raad van State;

Gelet op de noodzaak om de overeengekomen akkoorden tijdens de Brusselse sectorale besprekingen tussen het College, de organisatorische overheden en de vakbondsorganisaties van de medische, sociale en pedagogische inrichtingen voor gehandicapten onmiddellijk in wetgeving om te zetten;

Gezien de noodzaak om vanaf 1 januari 1999 de volgende overeengekomen doelstellingen in werking te laten treden :

- de erkenning van de salaristoelagen op zater-, zon- en feestdagen;
 - de toepassing van nieuwe barema's voor opvoeders klasse III en arbeiders;
 - de vorming van versterkte begeleidingsnormen voor de dagcentra die zwaar gehandicapte volwassenen opvangen die verpleging nodig hebben;
- en vanaf 1 januari 2000 de overige overeengekomen doelstellingen :
- de overgang van de begeleidingsnormen naar 37 uur per week met vervangende aanstellingen;
 - de invoering van een boekhoudkundige norm voor de inrichtingen met een erkende capaciteit van minder dan 60 plaatsen.

Op voorstel van het Collegelid voor Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten ontvangen de erkende dag- en onthaalcentra (internaten, semi-internaten, tehuizen, dagcentra en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten), andere dan de diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten, een jaarlijkse subsidie bestaande uit :

- een werkingssubsidie;
- forfaitaire toelagen per dag;
- een subsidie voor het gemeenschappelijke vervoer van gehandicapten;
- een subsidie voor personeelskosten.

§ 2. De jaarlijkse werkingssubsidie is bedoeld om de werkingskosten te dekken, evenals de kosten van bezetting en afschrijving van kantoren waarvan de inrichting eigenaar of erfpachter is en de kosten van afschrijving van meubilair en medisch en niet-medisch materiaal.

Het in aanmerking te nemen maximumbedrag per type erkenning bedraagt :

- 114 245 frank voor internaten en tehuizen;
- 46 200 frank voor dagcentra en semi-internaten ten behoeve van niet-schoolgaanden;
- 42 000 frank voor semi-internaten ten behoeve van schoolgaanden.

Elk bedrag moet worden vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

Het bedrag van de jaarlijkse werkingssubsidie wordt door een bepaald a/b coëfficiënt gewogen, overeenkomstig de volgende modaliteiten :

a = dagen van reële en gelijkaardige aanwezigheid in het voorgaande jaar, inclusief de geregistreerde dagen in het kader van de 10 % overschrijding van de erkende capaciteit in semi-internaten en dagcentra;

b = dagen van theoretische aanwezigheid vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor semi-internaten;
- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor internaten;
- 250 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor tehuizen voor gehandicapten;
- 270 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor verpleegtehuizen;
- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor dagcentra;
- 180 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor erkende inrichtingen die personen opvangen met een ernstige visuele, spraak- en gehoorstoornis.

Het coëfficiënt van het aantal aanwezige dagen wordt niet toegepast als het gelijk is aan of hoger dan 1. Als het coëfficiënt tussen 0,7 en 0,99 ligt, wordt het evenredig toegepast. Als het coëfficiënt lager is dan 0,7, wordt 0,7 gerekend totdat een herstructurering van de inrichting wordt gepresenteerd.

§ 3. Forfaitaire toelagen per dag ten behoeve van de personeelskosten worden toegekend per dag van effectieve en gelijkaardige aanwezigheid van de begunstigden.

Het in aanmerking te nemen bedrag per type erkenning is :

- 286 frank in erkende internaten voor 30 of meer ten laste geplaatste personen en in semi-internaten voor niet-schoolgaanden voor 30 of meer ten laste geplaatste minderjarigen;
- 303 frank in erkende internaten voor minder dan 30 ten laste geplaatste personen en in semi-internaten voor niet-schoolgaanden voor minder dan 30 ten laste geplaatste minderjarigen;
- 326 frank in tehuizen;
- 158 frank in dagcentra voor meerderjarigen, voor 30 of meer ten laste geplaatste personen;
- 171 frank in dagcentra voor meerderjarigen, voor minder dan 30 ten laste geplaatste personen;
- 148 frank in semi-internaten voor schoolgaanden, voor 30 of meer ten laste geplaatste personen;
- 161 francs in semi-internaten voor schoolgaanden, voor minder dan 30 ten laste geplaatste personen.

§ 4. Voor de berekening van de subsidie voor de kosten van het gemeenschappelijk vervoer in dagcentra, semi-internaten voor niet-schoolgaanden en tijdens de schoolvakanties in semi-internaten voor schoolgaanden, is het maximumbedrag dat in aanmerking dient te worden genomen :

- voor de inrichtingen die over eigen vervoermiddelen beschikken, de som van de reële kosten;
- voor de inrichtingen die niet over eigen vervoermiddelen beschikken, een subsidie per kilometer, vastgesteld op maximaal 40 frank excl. BTW of maximaal 70 frank excl. BTW voor een aangepast voertuig.

Onder bewijsstukken moet worden verstaan :

A. voor de inrichtingen die over eigen vervoermiddelen beschikken :

- 1° een journaal waarin dagelijks de vertrek- en aankomsttijden in de inrichting, de afstand en de route voor elke ronde worden genoemd, evenals de naam en het adres van de gehandicapten die bij elke stopplaats in- en uitstappen;
- 2° de facturen of documenten die uitsluitend betrekking hebben op de leveringen of diensten die nodig zijn voor de werking van het openbaar vervoer.

B. voor de inrichtingen die niet over eigen vervoermiddelen beschikken : de facturen.

§ 5. 1° De subsidie voor personeelskosten wordt aan de inrichtingen toegekend om de vergoedingen te dekken die worden gedefinieerd door de Paritaire Commissie n° 319 « Onderwijs- en onthaalcentra » en rekening houdend met een anciënniteit die als volgt wordt vastgesteld :

— voor het personeel dat ter plaatse is op 31 december 1994 : wordt rekening gehouden met de reële verworven anciënniteit;

— voor de aanwervingen vanaf 1 januari 1995 : wordt rekening gehouden met de reële anciënniteit in voltijd- en deeltijdarbeid in de sectoren : ex-Fonds 81, Hulpverlening aan de Jeugd, RVA, Gezondheidszorg en beschutte werkplaatsen.

Voor de berekening van de pecuniaire anciënniteit wordt de volledige anciënniteit in een functie behouden wanneer men naar een andere functie overstapt, met uitzondering van de promotie van een personeelslid tot een directiegraad waarvoor de helft van de anciënniteit vóór 1 januari 1993 voor het eerst in de erkende inrichtingen gevaloriseerd werd, en waarvoor drievierde van de erkende anciënniteit na 1 januari 1993 voor het eerst in de erkende inrichtingen gevaloriseerd werd. In geen geval kan de toepassing van deze bepaling een verlaging van het salaris ten gevolg hebben.

Deze subsidie omvat de vergoedingen, wettelijke werkgeverslasten en wettelijke aanvullende lasten.

Deze subsidie wordt berekend op basis van de barema's uit bijlage 1 van het onderhavig besluit.

Onder vergoeding verstaat men : het brutosalaris plus, eventueel :

a) een aanvullende bezoldiging van 50 % op basis van de subsidieerbare uurvergoeding voor verrichtingen op zaterdagen en van 100 % op basis van de subsidieerbare uurvergoeding voor verrichtingen op zon- en feestdagen, toegekend aan de volgende categorieën :

- | | |
|--------------------------|------------------------|
| 1° Opvoedend personeel : | Opvoeder-groepschef, |
| | Hoofdopvoeder, |
| | Opvoeder klasse 1, |
| | Opvoeder klasse 2A, |
| | Opvoeder klasse 2B, |
| | Opvoeder klasse 3. |
| 2° Arbeiders : | Werkmeester, |
| | Geschoolde arbeider, |
| | Ongeschoolde arbeider. |

3° Bijzondere functies :

Sociaal werker,
 Gegradueerde verpleegkundige,
 Gebrevetteerde verpleegkundige,
 Kinderverzorgster,
 Ziekenhuisoppasser,
 Gezinshulp en sanitair werkster.

De maximale in aanmerking genomen duur van de verrichtingen wordt per personeelslid beperkt tot 16 uur per dag en houdt rekening met het aantal gehandicapten dat op de betrokken dag aanwezig is.

b) een zwaartetoeslag van maximaal 1992 frank per maand toegekend aan het voltallige personeel met uitzondering van het medisch personeel. De personeelsleden die deeltijdwerk verrichten ontvangen deze toeslag naar evenredigheid met het verrichte werk.

c) een nachttoeslag ter hoogte van 34 frank/uur voor wie minder dan 50 jaar oud is of 41 frank/uur voor wie minstens 50 jaar oud is.

d) en eindejaarspremie die wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van het federale ministerie van ambtenarenzaken. De leden van het personeel die deeltijdwerk verrichten, ontvangen deze premie naar evenredigheid met het verrichte werk.

e) een niet-geïndexeerde verblijfsvergoeding van 500 frank. Deze vergoeding wordt verstrekt voor elke periode dat men 24 uur per dag in het vakantiecentrum aanwezig is, met een maximum van 30 dagen per jaar, met uitzondering van de eerste en laatste dag van het verblijf. Deze vergoeding wordt toegekend aan de personeelsleden die de begunstigten tijdens de door het centrum georganiseerde externe verblijven begeleiden.

f) een vergoeding voor onregelmatige verrichtingen tijdens de nacht wordt toegekend aan gegradueerde en gebrevetteerde verpleegkundigen. Het bedrag van deze vergoeding wordt vastgesteld op 20 % van het uurloon, zonder dat het maandelijks totaal hoger mag uitvallen dan 10 % van het salaris van de werknemer.

g) een vakantietoeslag die wordt berekend volgens de in de privésector geldende bepalingen.

De wettelijke aanvullende lasten die in aanmerking worden genomen zijn :

- de vergoeding van de vervoerkosten naar de woning van de werknemer;
- de wettelijke verzekering;
- arbeidsgeneeskunde;
- werkkleding.

2° Voor de inrichtingen die volwassenen gehandicapten of niet-schoolgaande gehandicapte kinderen opvangen, wordt de subsidie voor de personeelskosten berekend op basis van de begeleidingsnormen naargelang van de handicapcategorie en het stelsel van de inrichting, voorzien in artikel 2 van het onderhavige besluit.

Voor de inrichtingen die vóór 1 januari 1993 voor het eerst erkend werden, mag elke aanstelling van aanvullend personeel in vergelijking met de situatie op 22 december 1994 slechts betrekking hebben op opvoedend, sociaal en paramedisch personeel.

Voor de inrichtingen die na 1 januari 1993 voor het eerst erkend werden, alsook voor de inrichtingen die personen opvangen die overeenkomstig de criteria in bijlage 3 bij het onderhavige besluit erkend verpleging nodig hebben, worden de aanstellingen die geen betrekking hebben op opvoedend, sociaal en paramedisch personeel, beperkt tot de minimumnormen in bijlage bij het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten, waarbij maximaal nog een voltijdse opsteller of klerk kan worden gevoegd.

Voor de instellingen die schoolgaande gehandicapte kinderen opvangen, blijven de specifieke maatregelen voor de jaren 1994 en 1995 van kracht die gebaseerd zijn op een analyse van hun erkende capaciteit, hun mate van begeleiding en de specifieke initiatieven die deze inrichtingen wensen te ontwikkelen. Voor deze inrichtingen werden de aanwervingen op 31 december 1995 geblokkeerd en alle aanwervingen in de bovengenoemde periode worden tot na 31 december 1995 verlengd op voorwaarde dat de conclusies van de analyse niet tot de noodzaak van een wijziging in hun erkenning heeft geleid.

Met ingang van 1 januari 2000 kunnen de inrichtingen die volwassen gehandicapten of niet-schoolgaande gehandicapte kinderen opvangen en degene die schoolgaande gehandicapte kinderen opvangen, binnen de grenzen van bijlage 2 bij het onderhavige besluit boekhoudkundig personeel aanwerven.

3° De subsidie voor personeelskosten wordt vastgesteld op grond van de erkende capaciteit en de begeleidingsnormen, vastgesteld op basis van de handicapcategorie en het in artikel 2 van het onderhavige besluit voorziene stelsel van de inrichting, worden gewogen door een a/b coëfficiënt die overeenkomstig de volgende modaliteiten wordt bepaald :

a = dagen van reële en gelijkaardige aanwezigheid in het voorafgaande jaar, met inbegrip van de geregistreerde dagen in het kader van de 10 % overschrijding van de erkende capaciteit in het stelsel van semi-internaat en dagcentrum;

b = dagen van theoretische aanwezigheid vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor semi-internaten;
- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor internaten;
- 250 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor tehuizen voor volwassen gehandicapten;
- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor dagcentra;
- 180 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor erkende inrichtingen die personen opvangen met een ernstig visuele, spraak- en gehoorstoornis.

Het coëfficiënt van het aantal aanwezige dagen wordt niet toegepast als het gelijk is aan of hoger dan 1.

Als dit coëfficiënt tussen 0,91 en 0,99 ligt, wordt uitgegaan van 1.

Als dit coëfficiënt tussen 0,81 en 0,9, wordt uitgegaan van 0,9.

Als dit coëfficiënt tussen 0,71 en 0,8, wordt uitgegaan van 0,8.

Als dit coëfficiënt gelijk aan of lager dan 0,7 is, wordt uitgegaan van 0,7.

Voor de inrichtingen die na 1 januari 1993 voor het eerst werden erkend, wordt de coëfficiënt voor aanwezigheidsdagen niet toegepast tijdens de eerste twee kalenderjaren van functioneren.

4° Vanaf 1 januari 2000 wordt het aantal personeelsleden dat in 1999 wordt gesubsidieerd, per instelling globaal uitgebreid met 1/38 in voltijdequivalenten om de beperking van de arbeidstijd tot 37 uur per week te compenseren.

In dit kader kan de aanstelling van aanvullend personeel vanaf die datum slechts betrekking hebben op opvoedend, sociaal, paramedisch personeel, arbeiders of opstellers en, mits in de normen voorzien, speciaal personeel.

Elke aanstelling is onderworpen aan de voorafgaande en expliciete toestemming van de diensten van het College.

Voor de instellingen die na 1 januari 2000 worden erkend, bedraagt deze compenserende aanstelling 7,5 % en wordt zij globaal, voor alle functies, berekend op de toegestane normen.

Art. 2. § 1^{er}. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kunnen de erkende diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten, per dag en per begunstigde, de aan de onthaalgezinnen te betalen dagprijs vergoed krijgen, evenals een subsidie voor werkingskosten en een subsidie voor personeelskosten.

§ 2. De effectief aan de onthaalgezinnen te betalen dagprijs wordt als volgt per begunstigde vastgesteld :

- 464.567 frank per begunstigde van minder dan drie jaar;
- 495.086 frank per begunstigde van drie tot onder twaalf jaar;
- 528.996 frank per begunstigde van twaalf jaar en ouder.

De toelagen per dag worden verhoogd met :

- 152.595 frank per begunstigde met een ernstig geestelijk handicap, met motorische stoornissen binnen groep B :
- 118.685 frank per begunstigde met een middelmatig geestelijk handicap, met motorische stoornissen binnen groep A of ernstige gezichtsstoornissen;
- 84.775 frank per begunstigde met een licht geestelijk handicap of ernstige gehoor- of spraakstoornissen.

Groep A omvat gehandicapten met motorische stoornissen, dysmelie, polio, misvorming van het skelet en de ledematen.

Groep B omvat gehandicapten met hersenverlamming, multiple sclerose, open rug en myopathie.

Het verzoek om verhoging dient te worden gericht aan de Diensten van het College en moet vergezeld gaan van alle bewijsstukken.

§ 3. De werkingskosten van de dienst geven aanleiding tot forfaitaire toelagen per dag van 128 frank per begunstigde, waaronder met name alle reis- en verblijfkosten van het personeel.

§ 4. De personeelskosten omvatten de vergoedingen, berekend volgens de bepalingen van bijlage 4 van het onderhavige besluit.

Art. 3. De gezondheidszorg in internaten, in tehuizen voor meerderjarige gehandicapten en bij plaatsing in gezinnen kunnen een financiële tussenkomst krijgen van de Franse Gemeenschapscommissie. Het College stelt de modaliteiten voor toekenning van deze tussenkomst vast.

Art. 4. De in artikel 1, §§ 2, 3 en 4 en in artikel 2 van het onderhavige besluit genoemde subsidies worden jaarlijks aangepast aan de schommelingen in de gezondheidsindex, die op 1 januari 1994 werd vastgesteld op 115,65.

De bedragen in artikel 1, § 5 en in bijlage 1 zijn gebonden aan de spilindex van de maand oktober 1997 en worden aangepast overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingen waarmee rekening dient gehouden te worden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gekoppeld.

Art. 5. De financiële bijdrage van de ten laste geplaatste gehandicapten, genoemd in het ministerieel besluit van 27 juni 1986 dat de financiële bijdrage bepaalt van de gehandicapten die ten laste worden geplaatst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in de erkende instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die wegens hun organisatie niet moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de ene of andere gemeenschap, evenals het bedrag van de bijdrage genoemd in het besluit van de Executieve van 25 juli 1983 dat de tegemoetkoming bepaalt van de gehandicapten die ten laste worden geplaatst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, worden afgetrokken van het bedrag van de forfaitaire toelagen per dag, voorzien in artikel 1 van het onderhavige besluit.

Art. 6. § 1. De subsidies worden vooruit vereffend, aan de hand van maandelijks voorschotten.

De bewijsstukken betreffende de werkingskosten, de personeelskosten en de vervoerkosten van de gehandicapten moeten ten laatste op 30 april van het volgende jaar worden overhandigd.

Zonder af te doen aan de in dit kader voorziene personeelsnormen en los van eventuele noodgevallen, wordt als bewijsstuk van de subsidie voor personeelskosten, op basis van naar behoren opgestelde facturen, toegestaan de betaling van de verrichtingen van personen en dienstenondernemingen voor :

1° boekhoudkundige (bedrijfsrevisor, extern accountant) of administratieve (sociaal secretariaat) of technische taken, of met ingang van 1 januari 1999 de speciale taken (uitgevoerd door het speciale personeel voorzien in bijlage 2) die nodig zijn voor de naleving van de erkenningsvoorwaarden;

2° diensten voor de bereiding van maaltijden en wasserij, op voorwaarde dat deze geen baanverlies opleveren;

3° vervoerdiensten;

4° uitgaven in verband met de bijscholing van het voltallige personeel of groepen werknemers, zoals vereist is voor de goede werking van de inrichting.

De inrichting kan arbeiders aannemen voor de uren die in het kader van de normen zijn voorbehouden aan contracten met een dienstenonderneming, overeenkomstig de voorgaande alinea.

Deze maatregel valt niet onder de bepalingen van artikel 1, § 5, 4° van het onderhavige besluit.

Wordt toegestaan als bewijsstuk voor de subsidie voor personeelskosten, op basis van naar behoren opgestelde facturen en voor maximaal 1 % van de globale loonmassa, de betaling van uitgaven in verband met de opleiding en begeleiding van het personeel.

Deze opleiding moet passen in een globaal proces van bijscholing van het voltallige personeel van de inrichting en moet worden gerechtvaardigd door het project van de inrichting en de functies van het personeel.

Het gevolgde type opleiding en het aantal uren moeten in het individuele dossier van de werknemer worden genoemd.

§ 2. Na ontvangst en controle van de bewijsstukken wordt het saldo berekend en worden de bedragen betaald of teruggevraagd die het eventuele verschil uitmaken tussen de voorschotten in § 1 en het bedrag van de subsidie, berekend volgens de modaliteiten van artikel 1 tot 6.

Art. 7. Elke inrichting moet haar boekhouding opstellen overeenkomstig de gestandaardiseerde plannen, rekeningen en balansen, gedefinieerd in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 december 1992 tot vaststelling van de gestandaardiseerde plannen, rekeningen en balansen van de medische, sociale en pedagogische inrichtingen voor gehandicapten, gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest maar die gebruik hebben gemaakt van hun recht om voor de Franse Gemeenschap te kiezen.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar. De jaarrekeningen en -balansen van elke erkende inrichting, per type erkenning, dienen ten laatste op 31 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar, met de verslagen van hetzij de bedrijfsrevisoren, hetzij de naar behoren gemandateerde accountants, aan het College te worden overhandigd.

Art. 8. De bevoegde diensten van het College hebben ten taak jaarlijks de naleving van de normen van erkenning, werking en personeel te controleren, al naargelang de vereiste kwalificaties overeenkomstig bijlage 5 van het onderhavige besluit. Zij vergewissen zich van de naleving van de regels inzake toekenning en gebruik van de subsidies van de Franse Gemeenschapscommissie en controleren de rekeningen en boeken.

Iedere belemmering van de uitvoering van de taken van deze diensten kan tot de intrekking van de erkenning door het College leiden.

Art. 9. Ingeval van wijziging van de voorwaarden waarop de inrichting erkend werd, kan het College deze erkenning - op verzoek van de betrokken inrichting of automatisch, na een verslag van de bevoegde diensten van het College - herzien. Van toepassing is de erkenningsprocedure voorzien in het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen,

tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten, in het koninklijk besluit van 2 juli 1973 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de dagcentra voor niet-werkende meerderjarige gehandicapten of in het besluit van 9 februari 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. De subsidies die worden toegekend door andere overheden of door organisaties die door deze overheden worden gesubsidieerd, worden afgetrokken van de jaarlijkse subsidie, indien deze subsidies worden toegekend voor uitgaven die reeds worden gedekt door de overeenkomstig het onderhavige besluit toegekende subsidie.

Art. 11. De diensten van het College gaan automatisch over tot de rectificatie en recuperatie van dat deel van de jaarlijkse subsidie dat werd toegekend op basis van onjuiste of niet gerechtvaardigde verklaringen van de erkende inrichtingen.

Art. 12. De verschillende toegekende subsidies, te weten :

- werkingssubsidie;
- forfaitaire toelagen per dag;
- subsidie voor de kosten van het gemeenschappelijke vervoer van de gehandicapten;
- subsidie voor personeelskosten;
- kunnen niet worden gebruikt voor andere lasten dan die waarvoor ze zijn bestemd.

Art. 13. In dagcentra en semi-internaten kan worden toegestaan dat de erkende capaciteit met 10 % wordt overschreden.

Art. 14. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 december 1994 tot vaststelling van de subsidiewijze ten behoeve van de medische, sociale en pedagogische inrichtingen voor gehandicapten, zoals gewijzigd door de besluiten van het College van 14 mei 1995, 10 september 1996 en 22 januari 1998, wordt herroepen.

Art. 15. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 6, § 1, lid 1, is het onderhavige besluit van kracht tot 1 januari 1999, met uitzondering van de bepalingen voorzien in artikel 1, § 5, 2°, alinea 5 en 4°, die op 1 januari 2000 in werking treden.

Art. 16. Het bevoegde Collegelid voor Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van het onderhavige besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 9 december 1999.

Door het College :
Eric TOMAS,
Voorzitter van het College.

Eric ANDRE,
Collegelid voor Gehandicaptenbeleid.

BIJLAGE

Bijlage 1 bij het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten
Schaal van de bezoldigingen en salarissen die vanaf 1 januari 1999 voor subsidies in aanmerking komen

ALGEMENE NORMEN

Indexatie-index	Datum van inwerking-treding	Minimaal gegarandeerd brutosalaris op 21-jarige leeftijd							
		Maandvergoeding			Uurvergoeding		Supplement 50 %		
					38 u	37 u	38 u	37 u	
119,51	01.10.1997		49 636		301,43	309,58	150,72	154,80	
121,90									
124,34									

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 9 december 1999.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :
E. TOMAS,
Voorzitter van het College.

E. ANDRE,
Collegelid voor Gehandicaptenbeleid

BAREMA Nr. 1

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	488628	48865	295,53	147,77	303,52	151,76
1	493140	49114	298,26	149,13	306,32	153,16
2	497652	49563	300,99	150,50	309,13	154,56
3	502164	50013	303,72	151,66	311,93	155,96
4	502164	50013	303,72	151,86	311,93	155,96
5	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
6	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
7	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
8	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
9	509133	50707	307,94	153,97	314,26	158,13
10	509133	50707	307,84	153,97	318,26	158,13
11	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
12	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
13	513779	51169	310,75	155,37	319,14	159,57
14	513779	51169	310,75	155,37	319,14	159,57
15	516102	51401	312,15	156,08	320,59	160,29
16	516102	51401	312,15	156,08	320,59	160,29
17	518425	51632	313,56	156,78	322,03	161,02
18	518425	51632	313,56	155,78	322,03	161,02
19	520748	51864	314,96	157,48	323,47	161,74
20	520748	51864	314,96	157,48	323,47	151,74
21	523071	52095	316,37	158,18	324,92	162,46
22	523071	52095	316,37	158,18	324,92	162,46
23	525394	52326	317,77	158,89	326,36	163,18
24	525394	52326	317,77	158,89	326,36	163,18
25	530382	52823	320,79	160,39	329,46	164,73
26	530382	52823	320,79	160,39	329,46	164,73
27	535370	53320	323,80	161,90	332,56	166,28

BAREMA Nr. 2

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	488628	48665	295,53	147,77	303,52	151,76
1	493140	49114	298,26	149,13	306,32	153,16
2	497652	49563	300,99	150,50	309,13	154,56
3	502164	50013	303,72	151,86	311,93	155,96
4	502164	50013	303,72	151,86	311,93	155,96
5	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
6	504487	50244	305,13	152,56	313,37	156,69
7	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
8	506810	50475	306,53	153,27	314,82	157,41
9	509133	50707	307,94	153,97	316,26	158,13
10	509133	50707	307,94	153,97	316,26	158,13
11	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
12	511456	50938	309,34	154,67	317,70	158,85
13	513779	51169	310,75	155,37	318,14	159,57
14	513779	51169	310,75	155,37	319,14	159,57
15	519313	51721	314,09	157,05	322,58	161,29
16	519313	51721	314,09	157,05	322,58	161,29
17	525474	52334	317,82	158,91	326,41	163,20
18	525474	52334	317,82	158,91	328,41	163,20
19	531635	52948	321,55	160,77	330,24	165,12
20	531635	52948	321,55	160,77	330,24	165,12
21	537796	53561	325,27	162,64	334,06	167,03
22	537796	53561	325,27	162,64	334,06	167,03
23	543957	54175	329,00	164,50	337,89	168,95
24	543957	54175	329,00	164,50	337,89	168,95
25	550118	54789	332,72	166,36	341,72	170,86
26	550118	54789	332,72	166,36	341,72	170,86
27	556279	55402	336,45	168,23	345,54	172,77

BAREMA Nr. 3

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	492791	49079	298,05	149,03	306,11	153,05
1	499270	49724	301,97	150,99	310,13	155,07
2	505749	50370	305,89	152,94	314,16	157,08
3	512228	51015	309,81	154,90	318,18	159,09
4	512228	51015	309,81	154,90	318,18	159,09
5	516805	51471	312,58	156,29	321,02	160,51
6	516805	51471	312,58	156,29	321,02	160,51
7	521382	51927	315,34	157,67	323,87	161,93
8	521382	51927	315,34	157,67	323,87	161,93
9	527543	52540	319,07	159,54	327,69	163,85
10	527543	52540	319,07	159,54	327,69	163,85
11	533704	53154	322,80	161,40	331,52	165,76
12	533704	53154	322,80	161,40	331,52	165,76
13	539865	53768	326,52	163,26	335,35	167,67
14	539865	53768	326,52	163,26	335,35	167,67
15	546026	54381	330,25	165,12	339,18	169,59
16	546026	54381	330,25	165,12	339,18	169,59
17	552187	54995	333,98	186,99	343,00	171,50
18	552187	54995	333,98	166,99	343,00	171,50
19	558348	55608	337,70	168,85	346,83	173,41
20	558348	55608	337,70	168,85	346,83	173,41
21	564509	56222	341,43	170,71	350,66	175,33
22	564509	56222	341,43	170,71	350,66	175,33
23	570670	56836	345,15	172,58	354,48	177,24
24	570670	56836	345,15	172,58	354,48	177,24
25	576831	57449	348,88	174,44	358,31	179,16
26	576831	57449	348,88	174,44	358,31	179,16
27	582992	58063	352,61	176,30	362,14	181,07

BAREMA Nr. 4

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	504990	50294	305,43	152,72	313,69	156,84
1	510585	50851	308,81	154,41	317,16	158,58
2	516180	51409	312,20	156,10	320,64	160,32
3	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
4	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
5	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
6	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
7	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
8	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
9	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
10	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
11	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
12	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
13	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
14	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
15	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
16	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
17	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
18	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
19	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
20	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
21	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
22	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
23	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
24	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
25	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
26	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
27	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
28	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
29	658078	65541	398,02	199,01	408,78	204,39

BAREMA Nr. 5

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	504990	50294	305,43	152,72	313,69	156,84
1	510585	50851	308,81	154,41	317,16	158,58
2	516180	51409	312,20	158,10	320,64	160,32
3	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
4	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
5	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
6	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
7	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
8	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
9	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
10	545100	54289	329,69	164,84	338,60	169,30
11	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
12	552875	55063	334,39	167,20	343,43	171,71
13	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
14	560650	55838	339,09	169,55	348,26	174,13
15	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
16	571305	56899	345,54	172,77	354,88	177,44
17	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
18	581960	57960	351,98	175,99	361,50	180,75
19	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
20	592615	59021	358,43	179,21	368,12	184,06
21	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
22	603270	60082	364,87	182,44	374,73	187,37
23	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
24	613925	61143	371,32	185,66	381,35	190,68
25	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
26	624580	62205	377,76	188,88	387,97	193,99
27	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
28	641329	63873	387,89	193,95	398,37	199,19
29	658078	65541	398,02	199,01	408,78	204,39

BAREMA Nr. 6

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	504990	50294	305,43	152,72	313,69	156,84
1	510585	50851	308,81	154,41	317,16	158,58
2	516180	51409	312,20	156,10	320,64	160,32
3	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
4	521775	51966	315,58	157,79	324,11	162,06
5	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
6	529550	52740	320,28	160,14	328,94	164,47
7	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
8	537325	53515	324,99	162,49	333,77	166,89
9	547379	54516	331,07	165,53	340,02	170,01
10	547379	54516	331,07	165,53	340,02	170,01
11	558803	55654	337,98	168,99	347,11	173,56
12	558803	55854	337,98	168,99	347,11	173,56
13	570227	58791	344,89	172,44	354,21	177,10
14	570227	56791	344,89	172,44	354,21	177,10
15	584444	58207	353,49	176,74	363,04	181,52
16	584444	58207	353,49	178,74	363,04	181,52
17	598661	59623	362,08	181,04	371,87	185,94
18	598661	59623	362,08	181,04	371,87	185,94
19	612878	61039	370,68	185,34	380,70	190,35
20	612878	61039	370,68	185,34	380,70	190,35
21	627095	62455	379,28	189,64	389,53	194,77
22	627095	62455	379,28	189,64	389,53	194,77
23	641312	63871	387,88	193,94	398,36	199,18
24	641312	63871	387,88	193,94	398,36	199,18
25	655529	65287	396,48	198,24	407,20	203,60
26	655529	65287	396,48	198,24	407,20	203,60
27	669746	66703	405,08	202,54	416,03	208,01
28	669746	66703	405,08	202,54	416,03	208,01
29	683963	68119	413,68	206,84	424,86	212,43

BAREMA Nr. 7

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	508573	50651	307,60	153,80	315,91	157,96
1	515052	51296	311,52	155,76	319,94	159,97
2	521531	51942	315,43	157,72	323,96	161,98
3	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
4	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
5	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
6	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
7	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
8	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
9	548493	54428	330,53	185,27	339,47	169,73
10	546493	54428	330,53	165,27	339,47	169,73
11	552653	55041	334,26	167,13	343,29	171,65
12	552653	55041	334,26	167,13	343,29	171,65
13	558814	55655	337,98	168,99	347,12	173,56
14	558814	55655	337,98	188,99	347,12	173,56
15	584975	56268	341,71	170,86	350,95	175,47
16	584975	56268	341,71	170,86	350,95	175,47
17	571136	56882	345,44	172,72	354,77	177,39
18	571136	56882	345,44	172,72	354,77	177,39
19	578137	57579	349,67	174,84	359,12	179,56
20	578137	57579	349,67	174,84	359,12	179,56
21	585138	58276	353,91	176,95	363,47	181,74
22	585138	58276	353,91	176,95	363,47	181,74
23	592140	58974	358,14	179,07	367,82	183,91
24	592140	58974	358,14	179,07	367,82	183,91
25	599141	59671	362,37	181,19	372,17	186,08
26	599141	59671	362,37	181,19	372,17	186,08
27	606142	60368	366,61	183,30	376,52	188,26

BAREMA Nr. 8

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	508573	50651	307,60	153,80	315,91	157,96
1	515052	51296	311,52	155,76	319,94	159,97
2	521531	51942	315,43	157,72	323,96	161,98
3	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
4	528010	52587	319,35	159,68	327,98	163,99
5	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
6	534171	53200	323,08	161,54	331,81	165,91
7	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
8	540332	53814	326,81	163,40	335,64	167,82
9	591356	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
10	596699	59428	360,90	180,45	370,65	185,33
11	602042	59960	364,13	182,06	373,97	186,99
12	609166	60670	368,44	184,22	378,40	189,20
13	616290	61379	372,75	186,37	382,82	191,41
14	623414	62089	377,06	188,53	387,25	193,62
15	630538	62798	381,36	190,68	391,67	195,84
16	637662	63508	385,67	192,84	396,10	198,05
17	644786	64217	389,98	194,99	400,52	200,26
18	651910	64927	394,29	197,15	404,95	202,47
19	659034	65636	398,60	199,30	409,37	204,69
20	666158	66346	402,91	201,45	413,80	206,90
21	673282	67055	407,22	203,61	418,22	209,11
22	680406	67765	411,53	205,76	422,65	211,32
23	687530	68474	415,83	207,92	427,07	213,54
24	694654	69184	420,14	210,07	431,50	215,75
25	701778	69893	424,45	212,23	435,92	217,96
26	708902	70603	428,76	214,38	440,35	220,17
27	716026	71312	433,07	216,53	444,77	222,39
28	723150	72022	437,38	218,69	449,20	224,60
29	730274	72731	441,69	220,84	453,62	226,81

BAREMA Nr. 9

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	513754	51167	310,73	155,37	319,13	159,56
1	524442	52231	317,20	158,60	325,77	162,88
2	535131	53296	323,66	161,83	332,41	166,20
3	545819	54361	330,12	165,06	339,05	169,52
4	545819	54361	330,12	165,06	339,05	169,52
5	556122	55387	336,36	168,18	345,45	172,72
6	556122	55387	336,36	168,18	345,45	172,72
7	566425	56413	342,59	171,29	351,85	175,92
8	566425	56413	342,59	171,29	351,85	175,92
9	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
10	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
11	616291	61379	372,75	186,37	382,82	191,41
12	616291	61379	372,75	186,37	382,82	191,41
13	641224	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
14	641224	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
15	666157	66345	402,91	201,45	413,80	206,90
16	666157	66345	402,91	201,45	413,80	206,90
17	691090	68829	417,99	208,99	429,28	214,64
18	691090	68829	417,99	208,99	429,28	214,64
19	716023	71312	433,07	216,53	444,77	222,39
20	716023	71312	433,07	216,53	444,77	222,39
21	740956	73795	448,15	224,07	460,26	230,13
22	740956	73795	448,15	224,07	460,26	230,13
23	765889	76278	463,23	231,61	475,75	237,87
24	765889	76278	463,23	231,61	475,75	237,87
25	790822	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
26	790822	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
27	815755	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
28	815755	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
29	840688	83728	508,47	254,23	522,21	261,11

BAREMA Nr. 10

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	524601	52247	317,29	158,65	325,87	162,93
1	531080	52893	321,21	160,61	329,89	164,95
2	537559	53538	325,13	162,56	333,92	166,96
3	544038	54183	329,05	164,52	337,94	168,97
4	544038	54183	329,05	164,52	337,94	168,97
5	550199	54797	332,77	166,39	341,77	170,88
6	550199	54797	332,77	166,39	341,77	170,88
7	556360	55410	336,50	168,25	345,59	172,80
8	556360	55410	336,50	168,25	345,59	172,80
9	562521	56024	340,23	170,11	349,42	174,71
10	562521	56024	340,23	170,11	349,42	174,71
11	568682	56637	343,95	171,98	353,25	176,62
12	568682	56637	343,95	171,98	353,25	176,62
13	574842	57251	374,68	173,84	357,08	178,54
14	574842	57251	347,68	173,84	357,08	178,54
15	581003	57865	351,40	175,70	360,90	180,45
16	581003	57865	351,40	175,70	360,90	180,45
17	587164	58478	355,13	177,57	364,73	182,36
18	587164	58478	355,13	177,57	364,73	182,36
19	594166	59176	359,37	179,68	369,08	184,54
20	594166	59176	359,37	179,68	369,08	184,54
21	601167	59873	363,60	181,80	373,43	186,71
22	601167	59873	363,60	181,80	373,43	186,71
23	608168	60570	367,83	183,92	377,78	188,89
24	608168	60570	367,83	183,92	377,78	188,89
25	615169	61267	372,07	186,03	382,13	191,06
26	615169	61267	372,07	186,03	382,13	191,06
27	622170	61965	376,30	188,15	386,47	193,24

BAREMA Nr. 11

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	520115	51801	314,58	157,29	323,08	161,54
1	530803	52865	321,04	160,52	329,72	164,86
2	541490	53929	327,51	163,75	336,36	168,18
3	552178	54994	333,97	166,99	343,00	171,50
4	552178	54994	333,97	166,99	343,00	171,50
5	562866	56058	340,43	170,22	349,64	174,82
6	562866	56058	340,43	170,22	349,64	174,82
7	577112	57477	349,05	174,53	358,49	179,24
8	577112	57477	349,05	174,53	358,49	179,24
9	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
10	591358	58896	357,67	178,83	367,33	183,67
11	605605	60315	366,28	183,14	376,18	188,09
12	605605	60315	366,28	183,14	376,18	188,09
13	619851	61734	374,90	187,45	385,03	192,52
14	619851	61734	374,90	187,45	385,03	192,52
15	634097	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
16	634097	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
17	648344	64571	392,13	196,07	402,73	201,37
18	648344	64571	392,13	196,07	402,73	201,37
19	662590	65990	400,75	200,38	411,58	205,79
20	662590	65990	400,75	200,38	411,58	205,79
21	676836	67409	409,37	204,68	420,43	210,22
22	676836	67409	409,37	204,68	420,43	210,22
23	691083	68828	417,98	208,99	429,28	214,64
24	691083	68828	417,98	208,99	429,28	214,64
25	705329	70247	426,60	213,30	438,13	219,06
26	705329	70247	426,60	213,30	438,13	219,06
27	719575	71666	435,22	217,61	446,98	223,49
28	719575	71666	435,22	217,61	446,98	223,49
29	733822	73085	443,83	221,92	455,83	227,91

BAREMA Nr. 12

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	531562	52941	321,50	160,75	330,19	165,10
1	542250	54005	327,97	163,98	336,83	168,42
2	552939	55070	334,43	167,22	343,47	171,73
3	563628	56134	340,90	170,45	350,11	175,05
4	563628	56134	340,90	170,45	350,11	175,05
5	573931	57160	347,13	173,56	356,51	178,25
6	573931	57160	347,13	173,56	356,51	178,25
7	584234	58186	353,36	176,68	362,91	181,45
8	584234	58186	353,36	176,68	362,91	181,45
9	609166	60670	368,44	184,22	378,40	189,20
10	609166	60670	368,44	184,22	378,40	189,20
11	634099	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
12	634099	63153	383,52	191,76	393,88	196,94
13	659032	65636	398,60	199,30	409,37	204,69
14	659032	65636	398,60	199,30	409,37	204,69
15	683965	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
16	683965	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
17	708898	70602	428,76	214,38	440,35	220,17
18	708898	70602	428,76	214,38	440,35	220,17
19	733831	73085	443,84	221,92	455,83	227,92
20	733831	73085	443,84	221,92	455,83	227,92
21	758765	75569	458,92	229,46	471,32	235,66
22	758765	75569	458,92	229,46	471,32	235,66
23	783698	78052	474,00	237,00	486,81	243,41
24	783698	78052	474,00	237,00	486,81	243,41
25	808631	80535	489,08	244,54	502,30	251,15
26	808631	80535	489,08	244,54	502,30	251,15
27	833563	83018	504,16	252,08	517,79	258,89
28	833563	83018	504,16	252,08	517,79	258,89
29	858496	85501	519,24	259,62	533,27	266,64

BAREMA Nr. 13

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	541487	53929	327,50	163,75	336,36	168,18
1	550392	54816	332,89	166,45	341,89	170,94
2	559297	55703	338,28	169,14	347,42	173,71
3	568201	56590	343,66	171,83	352,95	176,48
4	568201	56590	343,66	171,83	352,95	176,48
5	578889	57654	350,13	175,06	359,59	179,79
6	578889	57654	350,13	175,06	359,59	179,79
7	589576	58718	356,59	178,29	366,23	183,11
8	589576	58718	356,59	178,29	366,23	183,11
9	600264	59783	363,05	181,53	372,87	186,43
10	600264	59783	363,05	181,53	372,87	186,43
11	610951	60847	369,52	184,76	379,51	189,75
12	610951	60847	369,52	184,76	379,51	189,75
13	625198	62266	378,13	189,07	388,35	194,18
14	625198	62266	378,13	189,07	388,35	194,18
15	639444	63685	386,75	193,38	397,20	198,60
16	639444	63685	386,75	193,38	397,20	198,60
17	653690	65104	395,37	197,68	406,05	203,03
18	653690	65104	395,37	197,68	406,05	203,03
19	667937	66523	403,98	201,99	414,90	207,45
20	667937	66523	403,98	201,99	414,90	207,45
21	682183	67942	412,60	206,30	423,75	211,88
22	682183	67942	412,60	206,30	423,75	211,88
23	696429	69360	421,22	210,61	432,60	216,30
24	696429	69360	421,22	210,61	432,60	216,30
25	710676	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
26	710676	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
27	724922	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
28	724922	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
29	749855	74681	453,53	226,77	465,79	232,89

BAREMA Nr. 14

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	573543	57122	346,89	173,45	356,27	178,13
1	584232	58186	353,36	176,68	362,91	181,45
2	594920	59251	359,82	179,91	369,55	184,77
3	605609	60315	366,29	183,14	376,19	188,09
4	605609	60315	366,29	183,14	376,19	188,09
5	616297	61380	372,75	186,38	382,83	191,41
6	616297	61380	372,75	186,38	382,83	191,41
7	630544	62799	381,37	190,68	391,68	195,84
8	630544	62799	381,37	190,68	391,68	195,84
9	722541	71961	437,01	218,51	448,82	224,41
10	722541	71961	437,01	218,51	448,82	224,41
11	743914	74090	449,94	224,97	462,10	231,05
12	743914	74090	449,94	224,97	462,10	231,05
13	765282	76218	462,86	231,43	475,37	237,69
14	765282	76218	462,86	231,43	475,37	237,69
15	786654	78346	475,79	237,89	488,65	244,32
16	786654	78346	475,79	237,89	488,65	244,32
17	808026	80475	488,71	244,36	501,92	250,96
18	808026	80475	488,71	244,36	501,92	250,96
19	829398	82603	501,64	250,82	515,20	257,60
20	829398	82603	501,64	250,82	515,20	257,60
21	850770	84732	514,57	257,28	528,47	264,24
22	850770	84732	514,57	257,28	528,47	264,24
23	872142	86860	527,49	263,75	541,75	270,87
24	872142	86860	527,49	263,75	541,75	270,87
25	893514	88989	540,42	270,21	555,02	277,51
26	893514	88989	540,42	270,21	555,02	277,51
27	914886	91117	553,34	276,67	568,30	284,15
28	914886	91117	553,34	276,67	568,30	284,15
29	936258	93246	566,27	283,14	581,58	290,79

BAREMA Nr. 15

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	591351	58895	357,66	178,83	367,33	183,67
1	602040	59960	364,13	182,06	373,97	186,98
2	612728	61024	370,59	185,30	380,61	190,30
3	623417	62089	377,06	188,53	387,25	193,62
4	623417	62089	377,06	188,53	387,25	193,62
5	634105	63153	383,52	191,76	393,89	196,94
6	634105	63153	383,52	191,76	393,89	196,94
7	648352	64572	392,14	196,07	402,74	201,37
8	648352	64572	392,14	196,07	402,74	201,37
9	676844	67410	409,37	204,69	420,44	210,22
10	676844	67410	409,37	204,69	420,44	210,22
11	705337	70248	426,60	213,30	438,13	219,07
12	705337	70248	426,60	213,30	438,13	219,07
13	730270	72731	441,68	220,84	453,62	226,81
14	730270	72731	441,68	220,84	453,62	226,81
15	755203	75214	456,76	228,38	469,11	234,56
16	755203	75214	456,76	228,38	469,11	234,56
17	780135	77697	471,84	235,92	484,60	242,30
18	780135	77697	471,84	235,92	484,60	242,30
19	805068	80180	486,92	243,46	500,08	250,04
20	805068	80180	486,92	243,46	500,08	250,04
21	830001	82663	502,00	251,00	515,57	257,79
22	830001	82663	502,00	251,00	515,57	257,79
23	854933	85147	517,08	258,54	531,06	265,53
24	854933	85147	517,08	258,54	531,06	265,53
25	879866	87630	532,16	266,08	546,55	273,27
26	879866	87630	532,16	266,08	546,55	273,27
27	904799	90113	547,24	273,62	562,03	281,02
28	904799	90113	547,24	273,62	562,03	281,02
29	929732	92596	562,32	281,16	577,52	288,76

BAREMA Nr. 16

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	621032	61851	375,62	187,81	385,77	192,88
1	633497	63093	383,15	191,58	393,51	196,75
2	645961	64334	390,69	195,35	401,25	200,63
3	658425	65575	398,23	199,12	408,99	204,50
4	658425	65575	398,23	199,12	408,99	204,50
5	679797	67704	411,16	205,58	422,27	211,14
6	679797	67704	411,16	205,58	422,27	211,14
7	701169	69833	424,08	212,04	435,55	217,77
8	701169	69833	424,08	212,04	435,55	217,77
9	804462	80120	486,56	243,28	499,71	249,85
10	804462	80120	486,56	243,28	499,71	249,85
11	825834	82248	499,48	249,74	512,98	256,49
12	825834	82248	499,48	249,74	512,98	256,49
13	847206	84377	512,41	256,21	526,26	263,13
14	847206	84377	512,41	256,21	526,26	263,13
15	868578	86505	525,34	262,67	539,54	269,77
16	868578	86505	525,34	262,67	539,54	269,77
17	889950	88634	538,26	269,13	552,81	276,41
18	963561	95965	582,79	291,39	598,54	299,27
19	984933	98094	595,71	297,86	611,81	305,91
20	984933	98094	595,71	297,86	611,81	305,91
21	1006305	100222	608,64	304,32	625,09	312,54
22	1006305	100222	608,64	304,32	625,09	312,54
23	1027678	102351	621,56	310,78	638,36	319,18
24	1027678	102351	621,56	310,78	638,36	319,18
25	1049050	104479	634,49	317,25	651,64	325,82
26	1049050	104479	634,49	317,25	651,64	325,82
27	1070422	106608	647,42	323,71	664,91	332,46

BAREMA Nr. 17

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	676835	67409	409,37	204,68	420,43	210,22
1	687524	68474	415,83	207,92	427,07	213,53
2	698212	69538	422,30	211,15	433,71	216,85
3	708901	70603	428,76	214,38	440,35	220,17
4	708901	70603	428,76	214,38	440,35	220,17
5	719590	71667	435,23	217,61	446,99	223,49
6	719590	71667	435,23	217,61	446,99	223,49
7	733836	73086	443,84	221,92	455,84	227,92
8	733836	73086	443,84	221,92	455,84	227,92
9	762329	75924	461,07	230,54	473,54	236,77
10	762329	75924	461,07	230,54	473,54	236,77
11	790821	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
12	790821	78761	478,31	239,15	491,24	245,62
13	815754	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
14	815754	81245	493,39	246,69	506,72	253,36
15	840687	83728	508,47	254,23	522,21	261,11
16	840687	83728	508,47	254,23	522,21	261,11
17	865620	86211	523,55	261,77	537,70	268,85
18	865620	86211	523,55	261,77	537,70	268,85
19	890553	88694	538,63	269,31	553,19	276,59
20	890553	88694	538,63	269,31	553,19	276,59
21	915486	91177	553,71	276,85	568,67	284,34
22	915486	91177	553,71	276,85	568,67	284,34
23	940419	93660	568,79	284,39	584,16	292,08
24	940419	93660	568,79	284,39	584,16	292,08
25	965351	96144	583,87	291,93	599,65	299,82
26	965351	96144	583,87	291,93	599,65	299,82
27	990284	98627	598,95	299,47	615,14	307,57
28	990284	98627	598,95	299,47	615,14	307,57
29	1015217	101110	614,03	307,01	630,62	315,31

BAREMA Nr. 18

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	707109	70424	427,68	213,84	439,24	219,62
1	717797	71489	434,14	217,07	445,87	222,94
2	728486	72553	440,61	220,30	452,51	226,26
3	739175	73618	447,07	223,54	459,15	229,58
4	739175	73618	447,07	223,54	459,15	229,58
5	749863	74682	453,54	226,77	465,79	232,90
6	749863	74682	453,54	226,77	465,79	232,90
7	764111	76101	462,15	231,08	474,64	237,32
8	764111	76101	462,15	231,08	474,64	237,32
9	792603	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
10	792603	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
11	821096	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
12	821096	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
13	846029	84260	511,70	255,85	525,53	262,76
14	846029	84260	511,70	255,85	525,53	262,76
15	870962	86743	526,78	263,39	541,02	270,51
16	870962	86743	526,78	263,39	541,02	270,51
17	895895	89226	541,86	270,93	556,50	278,25
18	895895	89226	541,86	270,93	556,50	278,25
19	920827	91709	556,94	278,47	571,99	286,00
20	920827	91709	556,94	278,47	571,99	286,00
21	945760	94192	572,02	286,01	587,48	293,74
22	945760	94192	572,02	286,01	587,48	293,74
23	970693	96676	587,10	293,55	602,97	301,48
24	970693	96676	587,10	293,55	602,97	301,48
25	995626	99159	602,18	301,09	618,45	309,23
26	995626	99159	602,18	301,09	618,45	309,23
27	1020559	101642	617,26	308,63	633,94	316,97
28	1020559	101642	617,26	308,63	633,94	316,97
29	1045492	104125	632,34	316,17	649,43	324,71
30	1045492	104125	632,34	316,17	649,43	324,71
31	1070425	106608	647,42	323,71	664,92	332,46

BAREMA Nr. 19

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	735605	73262	444,91	222,46	456,94	228,47
1	746293	74327	451,38	225,69	463,58	231,79
2	756982	75391	457,84	228,92	470,22	235,11
3	767670	76456	464,31	232,15	476,85	238,43
4	767670	76456	464,31	232,15	476,85	238,43
5	778359	77520	470,77	235,39	483,49	241,75
6	778359	77520	470,77	235,39	483,49	241,75
7	792605	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
8	792605	78939	479,39	239,69	492,34	246,17
9	821098	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
10	821098	81777	496,62	248,31	510,04	255,02
11	849591	84614	513,85	256,93	527,74	263,87
12	849591	84614	513,85	256,93	527,74	263,87
13	874524	87098	528,93	264,47	543,23	271,61
14	874524	87098	528,93	264,47	543,23	271,61
15	899456	89581	544,01	272,01	558,72	279,36
16	899456	89581	544,01	272,01	558,72	279,36
17	924389	92064	559,09	279,55	574,20	287,10
18	924389	92064	559,09	279,55	574,20	287,10
19	949322	94547	574,17	287,09	589,69	294,85
20	949322	94547	574,17	287,09	589,69	294,85
21	974255	97030	589,25	294,63	605,18	302,59
22	974255	97030	589,25	294,63	605,18	302,59
23	999188	99513	604,33	302,17	620,67	310,33
24	999188	99513	604,33	302,17	620,67	310,33
25	1024121	101997	619,41	309,71	636,15	318,08
26	1024121	101997	619,41	309,71	636,15	318,08
27	1049054	104480	634,49	317,25	651,64	325,82
28	1049054	104480	634,49	317,25	651,64	325,82
29	1073987	106963	649,57	324,79	667,13	333,56
30	1073987	106963	649,57	324,79	667,13	333,56
31	1098919	109446	664,65	332,33	682,62	341,31

BAREMA Nr. 20

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	779236	77608	471,30	235,65	484,04	242,02
1	797047	79381	482,07	241,04	495,10	247,55
2	814858	81155	492,85	246,42	506,17	253,08
3	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
4	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
5	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
6	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
7	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
8	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
9	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
10	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
11	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
12	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
13	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
14	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
15	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
16	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
17	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
18	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
19	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
20	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
21	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
22	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
23	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
24	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
25	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
26	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
27	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
28	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
29	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
30	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
31	1203107	119823	727,67	363,83	747,33	373,67

BAREMA Nr. 21

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	822868	81953	497,69	248,85	511,14	255,57
1	847801	84436	512,77	256,39	526,63	263,31
2	872733	86919	527,85	263,93	542,12	271,06
3	897666	89403	542,93	271,47	557,60	278,80
4	897666	89403	542,93	271,47	557,60	278,80
5	935957	93216	566,09	283,04	581,39	290,69
6	935957	93216	566,09	283,04	581,39	290,69
7	974248	97030	589,25	294,62	605,17	302,59
8	974248	97030	589,25	294,62	605,17	302,59
9	1012539	100843	612,41	306,20	628,96	314,48
10	1012539	100843	612,41	306,20	628,96	314,48
11	1050830	104657	635,57	317,78	652,74	326,37
12	1050830	104657	635,57	317,78	652,74	326,37
13	1089120	108470	658,73	329,36	676,53	338,26
14	1089120	108470	658,73	329,36	676,53	338,26
15	1127411	112284	681,89	340,94	700,31	350,16
16	1127411	112284	681,89	340,94	700,31	350,16
17	1165702	116097	705,04	352,52	724,10	362,05
18	1165702	116097	705,04	352,52	724,10	362,05
19	1203993	119911	728,20	364,10	747,89	373,94
20	1203993	119911	728,20	364,10	747,89	373,94
21	1242284	123724	751,36	375,68	771,67	385,84
22	1242284	123724	751,36	375,68	771,67	385,84
23	1280574	127538	774,52	387,26	795,46	397,73

BAREMA Nr. 22

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	1018769	101464	975,61	487,81	632,83	316,41
1	1043702	103947	999,49	499,74	648,32	324,16
2	1068635	106430	1023,37	511,68	663,80	331,90
3	1093568	108913	1047,24	523,62	679,29	339,65
4	1093568	108913	1047,24	523,62	679,29	339,65
5	1137199	113259	1089,03	544,51	706,39	353,20
6	1137199	113259	1089,03	544,51	706,39	353,20
7	1180831	117604	1130,81	565,40	733,50	366,75
8	1180831	117604	1130,81	565,40	733,50	366,75
9	1224462	121950	1172,59	586,30	760,60	380,30
10	1224462	121950	1172,59	586,30	760,60	380,30
11	1268094	126295	1214,37	607,19	787,70	393,85
12	1268094	126295	1214,37	607,19	787,70	393,85
13	1311725	130640	1256,16	628,08	814,81	407,40
14	1311725	130640	1256,16	628,08	814,81	407,40
15	1355357	134986	1297,94	648,97	841,91	420,95
16	1355357	134986	1297,94	648,97	841,91	420,95
17	1398988	139331	1339,72	669,86	869,01	434,51
18	1398988	139331	1339,72	669,86	869,01	434,51
19	1442620	143677	1381,51	690,75	896,11	448,06
20	1442620	143677	1381,51	690,75	896,11	448,06
21	1486251	148022	1423,29	711,65	923,22	461,61
22	1486251	148022	1423,29	711,65	923,22	461,61
23	1529883	152368	1465,07	732,54	950,32	475,16

BAREMA Nr. 23

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	1357138	135163	1299,65	649,82	843,01	421,51
1	1357138	135163	1299,65	649,82	843,01	421,51
2	1410566	140484	1350,81	675,41	876,20	438,10
3	1410566	140484	1350,81	675,41	876,20	438,10
4	1463995	145806	1401,98	700,99	909,39	454,70
5	1463995	145806	1401,98	700,99	909,39	454,70
6	1517423	151127	1453,14	726,57	942,58	471,29
7	1517423	151127	1453,14	726,57	942,58	471,29
8	1570852	156448	1504,31	752,15	975,77	487,88
9	1570852	156448	1504,31	752,15	975,77	487,88
10	1624281	161769	1555,47	777,74	1008,96	504,48
11	1624281	161769	1555,47	777,74	1008,96	504,48
12	1677709	167090	1606,64	803,32	1042,14	521,07
13	1677709	167090	1606,64	803,32	1042,14	521,07
14	1731138	172412	1657,80	828,90	1075,33	537,67
15	1731138	172412	1657,80	828,90	1075,33	537,67
16	1784567	177733	1708,97	854,48	1108,52	554,26
17	1784567	177733	1708,97	854,48	1108,52	554,26
18	1837995	183054	1760,13	880,07	1141,71	570,85
19	1837995	183054	1760,13	880,07	1141,71	570,85
20	1891424	188375	1811,30	905,65	1174,90	587,45
21	1891424	188375	1811,30	905,65	1174,90	587,45
22	1944852	193696	1862,46	931,23	1208,09	604,04

BAREMA Nr. 24

119,51 %

Anciënniteit	Basis	Maandelijks	Uurloon (38 u.)	Sup. (50 %)	Uurloon (37 u.)	Sup. (50 %)
0	541487	53929	327,50	163,75	336,36	168,18
1	552175	54994	333,97	166,98	342,99	171,50
2	562863	56058	340,43	170,22	349,63	174,82
3	573550	57122	346,90	173,45	356,27	178,14
4	573550	57122	346,90	173,45	356,27	178,14
5	584238	58187	353,36	176,68	362,91	181,46
6	584238	58187	353,36	176,68	362,91	181,46
7	598484	59606	361,98	180,99	371,76	185,88
8	598484	59606	361,98	180,99	371,76	185,88
9	612730	61024	370,59	185,30	380,61	190,31
10	612730	61024	370,59	185,30	380,61	190,31
11	626977	62443	379,21	189,61	389,46	194,73
12	626977	62443	379,21	189,61	389,46	194,73
13	641223	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
14	641223	63862	387,83	193,91	398,31	199,15
15	655469	65281	396,44	198,22	407,16	203,58
16	655469	65281	396,44	198,22	407,16	203,58
17	669716	66700	405,06	202,53	416,01	208,00
18	669716	66700	405,06	202,53	416,01	208,00
19	683962	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
20	683962	68119	413,68	206,84	424,86	212,43
21	690196	68740	417,45	208,72	428,73	214,36
22	690196	68740	417,45	208,72	428,73	214,36
23	696431	69361	421,22	210,61	432,60	216,30
24	696431	69361	421,22	210,61	432,60	216,30
25	710677	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
26	710677	70779	429,83	214,92	441,45	220,73
27	724923	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
28	724923	72198	438,45	219,23	450,30	225,15
29	749856	74681	453,53	226,77	465,79	232,89

**Bijlage 2 bij het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten**

BEGELEIDINGSNORMEN, VASTGESTELD OVEREENKOMSTIG DE HANDICAPCATEGORIE EN HET STELSEL VAN DE INRICHTING

Normen « home »

Per begunstigde	Bezigheidscentra voor niet-werkende volwassenen gehandicapten	Verpleegtehuizen voor ernstig gehandicapte volwassenen	Tehuizen voor werkende volwassenen gehandicapten
Geneesheer	0,0112	0,0112	0,0042
Licentiaat (3)	0,01 waarvan 0,0033 te reserveren voor een licentiaat	0,01 waarvan 0,0033 te reserveren voor een licentiaat	
Paramedisch personeel	0,0334	0,1332	
Sociaal werker of sociaal verpleegkundige	0,01	0,01	0,0334
Opvoedend en verzorgend personeel	0,5 waarvan 0,1 hoofdopvoeder kan zijn indien + dan 30 % (1) uitbreiden met : 0,1	0,5685 waarvan 0,1 hoofdopvoeder kan zijn indien + dan 30 % (1) uitbreiden met : 0,1332	0,15 indien werkloosheid (2) uitbreiden met : 0,1
Opvoeder-groepschef	0,0334	0,0354	
Speciaal personeel		0,0167	

Opm. (1) : voor de tehuizen die meer dan 30 % van de gemiddelde bevolking tijdens de weekends en vakanties opvangen.

Opm. (2) : tijdens de periode van werkloosheid van de gehandicapten uitbreiding met een extra opvoeder per groep van 15 werklozen.

Opm. (3) : licentiaat psychologie, pedagogiek, kinesitherapie of logopedie en assistent psychologie

Normen « Dagcentrum »

Geneesheer en tandarts	0,01
Licenciaat (*)	0,0067
	waarvan 0,0033 licenciaat
Paramedisch personeel (**)	0,0467
Sociaal werker	0,0167
Opvoedend en verzorgend (**) personeel	0,15
Hoofdopvoeder	0,0334
Opvoeder-groepschef	0,0167

(*) Licenciaat in psychologie, pedagogiek, kinesitherapie, logopedie en assistent psychologie.

(**) Voor de dagcentra die personen opvangen die verpleging nodig hebben, luiden de normen vanaf 1 januari 1999 :

voor het paramedisch personeel	0,1
voor het opvoedend en verzorgend personeel	0,2
voor het speciaal personeel (copiist, knutselaar in apparatuur, technicus elektronica, informatica, laboratoriumassistent)	0,0067

Normen voor administratief personeel en arbeiders in « Internaten - Tehuizen »

Leidinggevend personeel :	
6 tot 29 bedden :	1 directeur
vanaf 30 bedden :	1 directeur
per schijf van 90 bedden :	1 onderdirecteur
Administratief personeel :	
vanaf 60 bedden :	1 boekhouder(*)
vanaf 15 bedden :	1 opsteller of klerk (voltijd)
16 tot 40 bedden :	2 opstellers of klerken (voltijd)
tot 100 bedden :	3 opstellers of klerken (voltijd) en 1 opsteller of klerk (deeltijd)
meer dan 100 bedden :	1 extra opsteller in deeltijd per schijf van 25 bedden
vanaf 90 bedden :	1 econoom
Arbeiders :	
voor bedlegerige gehandicapten en kinderen van - 6 jaar :	0,1667 (**)
voor de overigen	0,1429 (**)

(*) Met ingang van 1 januari 2000, per begunstigde : boekhouder : 0,0133 met een maximum van één voltijdequivalent per erkenning

(**) per begunstigde

Normen voor administratief personeel en arbeiders in het stelsel van "semi-internaten - dagcentra"

Minderjarigen	
Leidinggevend personeel :	
Niet-schoolgaande gehandicapten :	Schoolgaande gehandicapten :
6 tot 14 plaatsen : 1 verantwoordelijke	30 tot 72 plaatsen : 1 verantwoordelijke (A1)
15 tot 35 plaatsen : 1 leider (A1)	73 tot 149 plaatsen : 1 directeur
36 plaatsen en + : 1 directeur	150 plaatsen en + : 1 directeur + 1 onderdirecteur
Administratief personeel :	
	tot 25 plaatsen : 1/4 opsteller of klerk
	per aanvullende schijf van 25 plaatsen : 1/4 opsteller of klerk
	boekhouder : vanaf 60 plaatsen : 1 boekhouder, en vanaf 1 januari 2000 : 0,0133 per begunstigde met een maximum van één voltijdequivalent per erkenning
Arbeiders :	
0,1 per begunstigde	0,0667 per begunstigde
Meerderjarigen	
Leidinggevend personeel :	
6 tot 14 plaatsen :	1 verantwoordelijke
15 tot 29 plaatsen :	1 leider (A1)
30 plaatsen en + :	1 directeur
90 plaatsen en + :	1 directeur en 1 onderdirecteur
180 plaatsen en + :	1 directeur en 2 onderdirecteurs
Administratief personeel :	
vanaf 60 plaatsen :	1 boekhouder : (*)
tot 15 plaatsen :	1 opsteller 1/2 tijd
tot 30 plaatsen :	1 opsteller voltijd
tot 50 plaatsen :	1 opsteller voltijd + 1 opsteller 1/2 tijd
meer dan 50 plaatsen :	1 extra opsteller 1/2 tijd per schijf van 25 plaatsen
vanaf 100 plaatsen :	1 econoom
Arbeiders :	
0,1 per begunstigde	

(*) Met ingang van 1 januari 2000, per begunstigde : boekhouder : 0,0133 met een maximum van één voltijdequivalent per erkenning.

Normen « Internaat »

	Licht mentaal gehandicapten	Gematigd mentaal gehandicapten	Zwaar en diep mentaal gehandicapten	Gehandicapten met karakterstoornissen	Blinden en gezichtsgestoorden	Doven, hardhorenden en spraakgestoorden	Motorisch gestoorden Groep A	Motorisch gestoorden Groep B
Per begunstigde	Leefgroep : 12 kinderen	Leefgroep : 10 kinderen	Leefgroep : 8 kinderen	Leefgroep : 8 kinderen	Leefgroep : 12 jaar 8 Kinderen - 12 jaar 12 Kinderen + 12 jaar 12	Leefgroep : 8 jaar 6 Kinderen - 8 jaar 10 Kinderen + 8 jaar 10	Leefgroep : 8 jaar 8 Kinderen - 8 jaar 10 Kinderen + 8 jaar 10	Leefgroep : 6 kinderen
Geneesheer	0,0067	0,0067	0,01	0,02	0,0083	0,01	0,01	0,02
Licentiaat (2)	0,02	0,02	0,02	0,0267	0,02	0,02	0,02	0,0267
Paramedisch personeel	0,03	0,05	Schoolgaand : 0,05 Niet schoolgaand : 0,0667	0,0667	0,0667	Kinderen - 8 jaar : 10,1334 Kinderen + 8 jaar : 0,0834	0,1	0,2
Maatschappelijk assistent Sociaal verpleegkundige	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267
Opvoedend en verzorgend personeel	0,25 waarvan 0,0833 hoofdopvoeder kan zijn	Schoolgaand : 0,2834 waarvan 0,0834 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand : 0,3334 waarvan 0,0834 hoofdopvoeder kan zijn	Schoolgaand : 0,375 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand : 0,5 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn	Schoolgaand : 0,375 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand : 0,5 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn	Schoolgaand - 12 jaar : 0,375 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn Schoolgaand + 12 jaar : 0,2501 waarvan 0,0834 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand - 12 jaar : 0,5 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand + 12 jaar : 0,3334 waarvan 0,0834 hoofdopvoeder kan zijn	Schoolgaand - 8 jaar : 0,5001 waarvan 0,1667 hoofdopvoeder kan zijn Schoolgaand + 8 jaar : 0,3 waarvan 0,1 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand - 8 jaar : 0,6667 waarvan 0,1667 hoofdopvoeder kan zijn	Schoolgaand - 8 jaar : 0,375 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn Schoolgaand + 8 jaar : 0,3 waarvan 0,1 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand - 8 jaar : 0,5 waarvan 0,125 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand + 8 jaar : 0,4 waarvan 0,1 hoofdopvoeder kan zijn	Schoolgaand : 0,5 waarvan 0,1667 hoofdopvoeder kan zijn Niet schoolgaand : 0,6667 waarvan 0,1667 hoofdopvoeder kan zijn
Opvoeder-groepschef	0,0139	0,0334	Bedlegerige kinderen : 0,0313 Niet bedlegerige kinderen : 0,0417	0,0417	kinderen - 12 jaar : 0,0417 kinderen + 12 jaar : 0,0278	kinderen - 8 jaar : 0,0417 kinderen + 8 jaar : 0,0334	kinderen - 8 jaar : 0,0313 kinderen + 8 jaar : 0,0334	0,0417
Bijzonder personeel			0,0034		0,0067	0,0133		0,01

Normen « Semi-internaat »

	Gematigd en zwaar mentaal gehandicapten	Niet schoolgaande diep mentaal gehandicapten	Mentaal gehandicapten met bijkomende stoornissen	Gehandicapten met karakterstoornissen	Blinden en gezichtsgestoorden	Doven en spraakgestoorden	Motorisch gestoorden Groep A	Motorisch gestoorden Groep B
Per begunstigde	Leefgroep : 10 kinderen	Leefgroep : van 0 tot 6 jaar : 8 van + 6 jaar : 10	Leefgroep : 12 kinderen	Leefgroep : 8 kinderen	Leefgroep : van - 12 jaar : 8 van + 12 jaar : 12	Leefgroep : van - 8 jaar : 6 van + 8 jaar : 10	Leefgroep : van - 8 jaar : 8 van + 8 jaar : 10	Leefgroep : 6 kinderen
Geneesheer	0,0067	0,0083	0,005	0,0167	0,0067	0,0083	0,0083	0,0167
Licentiaat (1)	0,0134 waarvan minstens - 0,0067 licentiaat	0,0134 waarvan minstens - 0,0067 licentiaat	0,0134 waarvan minstens - 0,0067 licentiaat	0,02 waarvan minstens - 0,01 licentiaat	0,0134 waarvan minstens - 0,0034 licentiaat	0,0134 waarvan minstens - 0,0034 licentiaat	0,0134 waarvan minstens - 0,0067 licentiaat	0,02 waarvan minstens - 0,0067 licentiaat
Paramedisch personeel	0,05	0,05	0,03	0,0667	0,05	van - 8 jaar : 0,1 van 8 jaar en + : 0,0667	0,1	0,2
Maatschappelijk assistent	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267	0,0167	0,0167	0,0167	0,0267
Opvoedend en verzorgend personeel	0,1	van - 6 jaar : 0,25 van + 6 jaar : 0,2	0,0834	0,1875 Indien momenteel niet schoolgaand : 0,25	van - 12 jaar : 0,1250 van + 12 jaar : 0,0834	van - 8 jaar : 0,1667 van + 8 jaar : 0,1	van - 8 jaar : 0,1875 van + 8 jaar : 0,15	0,25
Hoofdopvoeder	0,02	van - 6 jaar : 0,0313 van + 6 jaar : 0,025	0,0104	0,025	van - 12 jaar : 0,0250 van + 12 jaar : 0,0167	van - 8 jaar : 0,0278 van + 8 jaar : 0,02	van - 8 jaar : 0,0208 van + 8 jaar : 0,02	0,0278
Opvoeder-groepschef	0,01	van - 6 jaar : 0,0156 van + 6 jaar : 0,0125	0,0052	0,0125	van - 12 jaar : 0,0125 van + 12 jaar : 0,0083	van - 8 jaar : 0,0139 van + 8 jaar : 0,01	van - 8 jaar : 0,0104 van + 8 jaar : 0,01	0,0139
Bijzonder personeel					0,0067	0,01	0,0067	0,0067

Opm. (1) licentiaat psychologie, pedagogie, kinesithérapie of logopedie en assistent psychologie

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 9 december 1999.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,
Voorzitter van het College.

E. ANDRE,
Collegelid voor Gehandicaptenbeleid.

**Bijlage 3 bij het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten**

Criteria volgens welke een persoon erkend verpleging nodig heeft

Ten minste 3 handicaps presenteren uit de volgende categorieën :

- bedlegerig zijn of motorische stoornissen vertonen waardoor motorische autonomie onmogelijk is (zelfs met apparatuur moet de persoon nog bij het bewegen geholpen worden);
 - dag en nacht aan incontinentie lijden;
 - de voortdurende, actieve aanwezigheid van een derde persoon nodig hebben;
 - zich niet alleen kunnen voeden;
 - elke dag zijn volledige toilet door een andere persoon laten verzorgen;
 - aan een ernstige somatische aandoening lijden die dagelijkse medische of paramedische verzorging vereist.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 9 december 1999.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

E. ANDRE,

Collegelid voor Gehandicaptenbeleid

**Bijlage 4 bij het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten**

PERSONEELSNORMEN VOOR DE DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN
TEN BEHOEVE VAN GEHANDICAPTEN

Personeel voor 30 gehandicapten :

§ 1^{er} :

- een directeur in het bezit van een voltijdsdiploma van niveau A1, indien de dienst voor de plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten autonoom is. Indien de dienst deel uitmaakt van een tehuis voor gehandicapten, neemt het hoofd van deze instelling de leiding op zich,
- specialist : 1/4 tijd
- psycholoog : 1/2 tijd
- sociaal werker : 1 voltijds
- klerk : 1 voltijds.

§ 2 : De subsidie voor personeelskosten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 1 van het onderhavige besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 9 december 1999.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

E. ANDRE,

Collegelid voor Gehandicaptenbeleid

**Bijlage 5 bij het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten**

VEREISTE KWALIFICATIES VOOR HET PERSONEEL VAN DAGCENTRA
EN ONTHAALCENTRA VOOR GEHANDICAPTEN

Aard van de functie	Vereiste kwalificaties	Barema's Bijlage 1
Opvoeder - klasse III (18 jaar)	De houders van één van de volgende diploma's : <ul style="list-style-type: none"> - Diploma of certificaat ter afsluiting van het lager secundair onderwijs (algemene of technische opleiding). - Brevet, certificaat of verklaring ter afsluiting (met goed gevolg) van het hoger secundair beroepsonderwijs. - Kinderverzorgsters, gezinshulpen en sanitaire werksters en ziekenhuisoppassers die in het bezit zijn van één van de volgende diploma's : <ul style="list-style-type: none"> * brevet van kinderverzorgster. * brevet van gezinshulp en sanitaire werkster of certificaat ter kwalificatie als gezinshulp en sanitaire werkster. * certificaat of brevet ziekenhuisoppasser of ziekenhuisassistent 	8

Aard van de functie	Vereiste kwalificaties	Barema's Bijlage 1
Opvoeder - klasse II B (20 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> - Houders van een diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger secundair beroepsonderwijs (algemene of technische opleiding) - De opvoeders klasse III, kinderverzorgsters, ziekenbewaarders en de gezinsverzorgsters en gezondheidswerkers met 10 jaar anciënniteit in één van de genoemde functies. 	
Opvoeder - klasse II A (20 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> De houders van één van de volgende diploma's : - Diploma van een universiteit of een hoger-onderwijsinrichting van het lange type indien de studiecycli ten minste vier jaar omvatten. - Diploma of certificaat ter afsluiting van een hogere secundaire studie met pedagogische, sociale, paramedische of artistieke oriëntatie. - Brevet van verpleegkundige. - Brevet van kinderverzorgster mits deze zich uitsluitend bezighoudt met kinderen van 0 tot 6 jaar. - Opvoeders met 10 jaar anciënniteit in klasse II B. 	13
Opvoeder - klasse II (20 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> Uitsluitend de opvoeders uit klasse II die op 1 januari 1976 al in dienst waren in een erkende inrichting en die in het bezit zijn van één van de volgende diploma's : - Diploma of certificaat van een hogere secundaire technische school of cursus met pedagogische, psychologische of sociale oriëntatie. - Brevet van verpleegkundige of kinderverzorgster mits deze zich bezighoudt met kinderen van 0 tot 6 jaar. - Diploma, certificaat of vergelijkbare titel van minstens het normale baIndiensniveau of mits hun houders zich bezighouden met kinderen van 3 tot 6 jaar. - Diploma van het normale opvangonderwijs. 	24
Opvoeder - Klasse I (20 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> De houders van een diploma of certificaat ter afsluiting van een studie op het niveau van hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische of artistieke oriëntatie van tenminste het korte type in een volledige functie of sociale promotie. 	15
Hoofdopvoeder (21 jaar)	Zie hierboven opvoeder klasse I	17
Opvoeder-groepschef (21 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> - Hoofdopvoeders met minstens één jaar ervaring in deze functie. 	18
Onderdirecteur klasse II (24 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> - Hetzij de vereiste kwalificaties voor opvoeders uit klasse II A en minstens drie jaar ervaring in opvoedende functies in een inrichting voor kinderen of thuis voor gehandicapten. - Hetzij de vereiste kwalificaties voor opvoeders uit klasse II B en minstens vijf jaar ervaring in opvoedende functies in een inrichting voor kinderen of thuis voor gehandicapten. - Hetzij de vereiste kwalificaties voor opvoeders uit klasse III en minstens tien jaar ervaring in opvoedende functies in een inrichting voor kinderen of thuis voor gehandicapten. - Opstellers met minstens vijf jaar ervaring in een inrichting voor kinderen of thuis voor gehandicapten. 	18
Onderdirecteur klasse I (24 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> - Hetzij de vereiste kwalificaties voor opvoeders uit klasse I en minstens drie jaar ervaring in opvoedende functies in een inrichting voor kinderen of thuis voor gehandicapten. - Hetzij de vereiste kwalificaties voor opvoeders uit klasse II A en minstens vijf jaar ervaring in opvoedende functies in een inrichting voor kinderen of thuis voor gehandicapten. - Houders van een universitair diploma. - Economen met minstens vijf jaar ervaring in een inrichting voor kinderen of thuis voor gehandicapten. - Onderdirecteurs uit klasse II met minstens vijf jaar ervaring. 	19

Aard van de functie	Vereiste kwalificaties	Barema's Bijlage 1
Directeur klasse II (24 jaar) Inrichtingen met 6 tot 29 bedden of plaatsen :	- De vereiste kwalificaties voor onderdirecteurs klasse II. - Houders van een diploma of certificaat ter afsluiting van hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische of artistieke oriëntatie van tenminste het korte type, in een volledige functie of sociale promotie.	15
Directeur klasse I (24 jaar) Inrichtingen met 6 tot 14 bedden of plaatsen	- De vereiste kwalificaties voor onderdirecteurs klasse I	15
Directeur klasse I (24 jaar) Inrichtingen met 15 tot 29 bedden of plaatsen :	- De vereiste kwalificaties voor onderdirecteurs klasse I.	17
Directeur klasse II (24 jaar) Inrichtingen met 30 tot 60 bedden of plaatsen :	- De vereiste kwalificaties voor onderdirecteurs klasse II.	17
Directeur klasse I (24 jaar) Inrichtingen met 30 tot 60 bedden of plaatsen :	- De vereiste kwalificaties voor onderdirecteurs klasse I.	19
Directeur klasse II (24 jaar) Inrichtingen met meer dan 60 bedden of plaatsen :	- De vereiste kwalificaties voor onderdirecteurs klasse II.	19
Directeur klasse I (24 jaar) Inrichtingen met meer dan 60 bedden of plaatsen :	- De vereiste kwalificaties voor onderdirecteurs klasse I.	21
Klerk (18 jaar)	Houders van één van de volgende diploma's : - Diploma of certificaat ter afsluiting van het lager secundair onderwijs (algemene of technische opleiding). - Brevet of certificaat ter afsluiting van het lager secundair beroepsonderwijs na een vierde doelgericht jaar of een vijfde jaar van perfectionering of specialisatie in een sectie "Kantoorwerkzaamheden", afgegeven door een inrichting die gecreëerd, gesubsidieerd of erkend wordt door de staat.	4
Klerk-stenotypist	- Houders van een diploma dat vereist is voor de functie van klerk en een certificaat of diploma dat hun kennis van stenotypie aantoont.	5
Opsteller (20 jaar)	- Houders van een diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger secundair onderwijs (algemene of technische opleiding) mits de ontvangen opleiding overeenstemt met de normale eisen van de opleiding. - Klerken met vijf jaar ervaring in een inrichting voor kinderen of een tehuis voor gehandicapten.	9
Econoom (20 jaar)	- Houders van een diploma of certificaat dat toegang geeft tot de functie van opsteller. - Opstellers met minstens vijf jaar ervaring in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.	15
Boekhouder 2e klasse (20 jaar)	- Houders van een diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger secundair onderwijs (algemene of technische opleiding) met commerciële of soortgelijke oriëntatie.	12
Comptable 1e klasse (23 jaar)	- Houders van een diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger onderwijs met economische of soortgelijke oriëntatie waarvan de kwalificatie in overeenstemming is met de normale vereisten van de functie. - Houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders. - Boekhouders klasse II met vijf jaar ervaring in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.	15

Aard van de functie	Vereiste kwalificaties	Barema's Bijlage 1
Arbeiderspersoneel :		
Werkmeester	- Geschoolde arbeider met verantwoordelijkheid over een groep arbeiders die dezelfde functie beoefenen.	11
Geschoolde arbeider	- Arbeider met een kwalificatie of opleidingscertificaat van het IFPME.	
Ongeschoolde arbeider	Geen bijzondere vereisten.	3
Gebrevetteerde verpleegkundige (21 jaar)	- Houders van het brevet van verpleegkundige	14
Gegradueerde verpleegkundige (23 jaar)	- Houders van een diploma van gegradueerde verpleegkundige zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend en van de beroepsuitoefening, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 juli 1980, 27 oktober 1961 en 24 december 1986.	16
Copiist (Braille) 2e klasse (18 jaar)	- Houders van een diploma, certificaat of brevet dat toegang geeft tot de functie van klerk.	5
Copiist (Braille) 1e klasse (20 jaar)	- Houders van een diploma of certificaat dat toegang geeft tot de functie van opsteller.	9
Huisarts (27 jaar)	- Houders van een diploma van doctor in de geneeskunde, chirurgie en verloskunde	22
Specialist (27 jaar)	- Houders van een kwalificatie die vereist is voor de uitoefening van de functie van huisarts, plus een diploma van medisch specialist, na advies van de Commissie van Erkenning van de specialisten.	23
Licentiaat psychologie,	- Houders van het diploma dat leidt tot één van pedagogie, kinesitherapie deze verplichte titels voor de uitoefening van en logopedie (24 jaar) deze functies	21
Assistet psychologie (23 jaar)	- Houders van het diploma dat recht geeft op deze titel	16
Ergotherapeute, kinesitherapeute, logopedist	- Houders van het diploma dat recht geeft op één van deze titels	16
Orthopedagoog (23 jaar)	- Houders van het diploma dat recht geeft op uitoefening van deze specialisatie.	16
Sociaal werker (23 jaar)	- Houders van het diploma dat recht geeft op deze titel	16
Sociale gegradueerde verpleegkundige (23 jaar)	- Houders van het diploma dat recht geeft op deze titel	16
Knutselaar in apparatuur A3 (18 jaar)	- Houders van het diploma of de kwalificatie van het vierde jaar van het technisch secundair onderwijs.	5
Technicus in elektronica of informatica A1 of A2	- Houders van een diploma dat recht geeft op één van deze titels.	16 of 9
Kinderverzorgster, gezinshulp en sanitair werkster of ziekenhuisoppasser	- Houders van een brevet of certificaat dat recht geeft op één van deze titels.	5
Klinisch laboratoriumhulpkracht A3	- Houders van een diploma dat recht geeft op deze titel	5

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 9 december 1999.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

E. ANDRE,

Collegelid voor Gehandicaptenbeleid

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[2000/16045]

31 JANUARI 2000. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 juni 1998 tot benoeming van de leden van de commissie belast met het beheer van het vermogen van de rechtspersoonlijkheid van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek-Gent

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 tot vaststelling van de lijst, het niveau, de structuur en de bevoegdheden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 november 1997 waarbij de voorwaarden worden bepaald waaronder het Centrum voor Landbouwkundig onderzoek-Gent rechtspersoonlijkheid verkrijgt, inzonderheid op artikel 3, 2° en 4°;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 juni 1998 tot benoeming van de leden van de commissie belast met het beheer van het vermogen van de rechtspersoonlijkheid van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek-Gent,

Besluit :

Artikel 1. De heer G. De Groote, departementshoofd, wordt benoemd tot lid van de commissie belast met het beheer van het vermogen van de rechtspersoonlijkheid van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek-Gent in vervanging van de heer Ch. Boucqué, ontslagnemen, waarvan hij het mandaat zal beëindigen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag, waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 31 januari 2000.

J. GABRIELS

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[2000/16045]

31 JANVIER 2000. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 portant nomination des membres de la commission chargée d'administrer le patrimoine de la personnalité juridique du Centre de Recherches agronomiques de Gand

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 fixant la liste, le niveau, la structure et les attributions des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

Vu l'arrêté royal du 12 novembre 1997 déterminant les conditions dans lesquelles le Centre de Recherche agronomiques de Gand reçoit la personnalité juridique, notamment l'article 3, 2° et 4°;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 portant nomination des membres de la commission chargée d'administrer le patrimoine de la personnalité juridique du Centre de Recherches agronomiques de Gand,

Arrête :

Article 1^{er}. M. G. De Groote, chef de département, est nommé membre de la commission chargée d'administrer le patrimoine de la personnalité juridique du Centre de Recherches agronomiques de Gand en remplacement de M. Ch. Boucqué, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 janvier 2000.

J. GABRIELS

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2000/03086]

Koninklijke Schenking. — Mandaten

Bij koninklijk besluit van 8 februari 2000 wordt het ontslag aanvaard van de heer Baron de Heusch, R., vertegenwoordiger van Hare Majesteit Koningin Fabiola, uit zijn ambt van beheerder van de Koninklijke Schenking. Hij is ertoe gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer Baron Janssens de Bisthoven, B., erevleugeladjudant van de Koning, benoemd tot beheerder van de Koninklijke Schenking.

Bij koninklijk besluit van 8 februari 2000 wordt de heer Lens, Ph., eerste staatsadviseur inspecteur bij de Administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen, tot secretaris van de beheerraad van de Koninklijke Schenking benoemd.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[2000/00124]

Besluiten betreffende de provincies, steden en gemeenten Klasseverheffing der gemeenten

Bij koninklijk besluit van 7 februari 2000, genomen krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1978, houdende vaststelling der criteria voor de klasseverheffing van gemeenten, voorzien bij de artikelen 29 en 66 van de nieuwe gemeentewet, wordt de stad Zoutleeuw ingedeeld in de klasse 14 (van 8 001 tot 10 000 inwoners).

MINISTERE DES FINANCES

[2000/03086]

Donation royale. — Mandats

Par arrêté royal du 8 février 2000, la démission de M. le Baron de Heusch, R., représentant de Sa Majesté la Reine Fabiola, de ses fonctions d'administrateur de la Donation royale, est acceptée. Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par le même arrêté, M. le Baron Janssens de Bisthoven, B., aide de camp honoraire du Roi, est nommé administrateur de la Donation royale.

Par arrêté royal du 8 février 2000, M. Lens, Ph., inspecteur principal à l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines, est nommé secrétaire du conseil d'administration de la Donation royale.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[2000/00124]

Arrêtés concernant les provinces, les villes et les communes Reclassement des communes

Par arrêté royal du 7 février 2000, pris en vertu de l'arrêté royal du 24 octobre 1978, fixant les critères des reclassements de communes, prévus par les articles 29 et 66 de la nouvelle loi communale, la ville de Leau est classée dans la catégorie 14 (de 8 001 à 10 000 habitants).

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2000/00058]

**1 DECEMBER 1999. — Omzendbrief
Wettelijke samenwoning,
ingevoerd door de wet van 23 november 1998. — Duitse vertaling**

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken van 1 december 1999 betreffende de wettelijke samenwoning, ingevoerd door de wet van 23 november 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 7 december 1999), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 2000/00058]

**1^{er} DECEMBRE 1999. — Circulaire
Cohabitation légale instaurée
par la loi du 23 novembre 1998. — Traduction allemande**

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 1^{er} décembre 1999 relative à la cohabitation légale instaurée par la loi du 23 novembre 1998 (*Moniteur belge* du 7 décembre 1999), établie par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

[C - 2000/00058]

**1. DEZEMBER 1999 — Rundschreiben — Gesetzliches Zusammenwohnen,
eingeführt durch das Gesetz vom 23. November 1998 — Deutsche Übersetzung**

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Rundschreibens des Ministers des Innern vom 1. Dezember 1999 über das durch das Gesetz vom 23. November 1998 eingeführte gesetzliche Zusammenwohnen, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen des Beigeordneten Bezirkskommissariats in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

**1. DEZEMBER 1999 — Rundschreiben — Gesetzliches Zusammenwohnen,
eingeführt durch das Gesetz vom 23. November 1998**

An die Benutzer des Nationalregisters
An das Bürgermeister- und Schöffenkollegium
Zu Händen des Bevölkerungsdienstes

A) Allgemeines

Das Gesetz vom 23. November 1998, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Januar 1999 veröffentlicht worden ist, hat das Zivilgesetzbuch im Hinblick auf die Einführung des gesetzlichen Zusammenwohnens abgeändert (Einfügung eines Titels *Vbis* mit der Überschrift «Gesetzliches Zusammenwohnen», Artikel 1475 bis 1479, in Buch III des Zivilgesetzbuches).

Vorerwähntes Gesetz tritt demnächst in Kraft.

Der Gesetzgeber bietet somit die Möglichkeit, unterschiedlichen Formen des Zusammenwohnens einen offiziellen Charakter zu geben, um den Zusammenwohnenden eine relative Rechtssicherheit zu gewährleisten.

Unter «Gesetzliches Zusammenwohnen» ist der Zustand des Zusammenlebens von zwei Personen zu verstehen, die beim Standesbeamten des gemeinsamen Wohnsitzes die Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen abgegeben haben.

Diese Erklärung wird anhand eines Schriftstücks abgegeben, das dem Standesbeamten gegen Empfangsbestätigung übergeben wird. Dieses Schriftstück enthält folgende Angaben:

1. Datum der Erklärung,
2. Name, Vornamen, Geburtsort und -datum,
3. gemeinsamen Wohnsitz,
4. Vermerk, daß beide Parteien gesetzlich zusammenwohnen wollen,
5. Vermerk, daß beide Parteien vorher vom Inhalt der Artikel 1475 bis 1479 des Zivilgesetzbuches zur Regelung des Statuts des gesetzlichen Zusammenwohnens Kenntnis genommen haben,
6. gegebenenfalls Vermerk der in Artikel 1478 des Zivilgesetzbuches erwähnten Vereinbarung, das heißt der Vereinbarung, die die Parteien in authentischer Form vor einem Notar geschlossen haben, um die Modalitäten des gesetzlichen Zusammenwohnens ergänzend zum Gesetz zu regeln.

Der Standesbeamte überprüft, ob beide Parteien die gesetzlichen Bedingungen in bezug auf das gesetzliche Zusammenwohnen erfüllen; wenn ja, vermerkt er die Erklärung im Bevölkerungsregister.

Die Einreichung der Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen setzt voraus, daß die Parteien die für die Schließung von Verträgen notwendige Handlungsfähigkeit besitzen und daß sie nicht durch eine Ehe oder ein anderes gesetzliches Zusammenwohnen gebunden sind (Bedingung in bezug auf die Abwesenheit eines gesetzlichen Zusammenwohnens, in Zukunft zu überprüfen).

Dieses neue Statut des gesetzlichen Zusammenwohnens, das einer Ehe oder einer Form der Eheschließung nicht gleichgesetzt werden kann, bringt jedoch besondere Rechte und Pflichten mit sich.

Durch die alleinige Tatsache des gesetzlichen Zusammenwohnens tragen die gesetzlich Zusammenwohnenden nach Verhältnis ihrer Möglichkeiten zu den Aufwendungen für das Zusammenleben bei.

Ebenso verpflichtet jede von einem der gesetzlich Zusammenwohnenden eingegangene Schuld für den Bedarf des Zusammenlebens und der Kinder, die sie erziehen, den anderen Zusammenwohnenden gesamtschuldnerisch. Dieser haftet jedoch nicht für die im Verhältnis zu den Mitteln der Zusammenwohnenden übermäßigen Schulden.

Die Artikel 215, 220 § 1 und 224 § 1 des Zivilgesetzbuches finden ebenfalls auf das Statut des gesetzlichen Zusammenwohnens Anwendung (Unmöglichkeit für einen der Zusammenwohnenden, ohne das Einverständnis des anderen Zusammenwohnenden entgeltlich oder unentgeltlich unter Lebenden über die Rechte zu verfügen, die er an der Liegenschaft besitzt, die als Hauptwohnung dient - Verbot für einen der Zusammenwohnenden, die Liegenschaft, die als Hauptwohnung dient, allein hypothekarisch zu belasten - Unmöglichkeit für einen der Zusammenwohnenden, entgeltlich oder unentgeltlich unter Lebenden über den Hausrat zu verfügen, der in der Liegenschaft vorhanden ist, die als Hauptwohnung dient - Mietrecht an der Liegenschaft, die von einem der Zusammenwohnenden selbst gemietet worden ist - Vertretung des Zusammenwohnenden, der entmündigt oder außerstande ist, seinen Willen zu äußern, durch den anderen Zusammenwohnenden für vorerwähnte Rechtsgeschäfte - Möglichkeit, bestimmte Rechtsgeschäfte, die ohne Mitwirkung eines der Zusammenwohnenden getätigt worden sind, für nichtig zu erklären).

Das Gesetz zur Einführung des gesetzlichen Zusammenwohnens legt ebenfalls die Modalitäten fest, nach denen das gesetzliche Zusammenwohnen endet (Eheschließung, Tod, in gegenseitigem Einvernehmen oder einseitig: Einreichung einer schriftlichen Erklärung beim Standesbeamten - Urteil).

Im Falle der Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens vermerkt der Standesbeamte diese im Bevölkerungsregister.

B) Änderungen der Vorschriften

Aufgrund des Gesetzes zur Einführung des gesetzlichen Zusammenwohnens muß eine neue Information in die Bevölkerungsregister eingegeben werden.

Unter bestimmten Bedingungen muß diese Information Drittpersonen ebenfalls zugänglich sein.

Eine Abänderung des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 1992, in dem die in den Bevölkerungsregistern angegebenen Informationen limitativ festgelegt werden (*Belgisches Staatsblatt* vom 15. August 1992, deutsche Übersetzung *Belgisches Staatsblatt* vom 17. Mai 1997), ist also notwendig (Hinzufügung der Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen).

Ebenso muß der Königliche Erlaß vom 16. Juli 1992 über die Mitteilung von Informationen aus den Bevölkerungsregistern und dem Fremdenregister (*Belgisches Staatsblatt* vom 15. August 1992, deutsche Übersetzung *Belgisches Staatsblatt* vom 17. Mai 1997) angepaßt werden, um die Mitteilung der Information in bezug auf das gesetzliche Zusammenwohnen gegenüber Drittpersonen zu gewährleisten (In Artikel 4 Absatz 1 zweiter Satz müssen nach den Wörtern «der betreffenden Person» die Wörter «und die Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen» eingefügt werden). Diese Bestimmung stellt eine Ausnahme zur Einschränkung der für Drittpersonen zugänglichen Informationen dar.

C) Änderung der allgemeinen Anweisungen vom 7. Oktober 1992

In den allgemeinen Anweisungen vom 7. Oktober 1992 über die Führung der Bevölkerungs- und Fremdenregister (*Belgisches Staatsblatt* vom 15. Oktober 1992, deutsche Übersetzung *Belgisches Staatsblatt* vom 18. März 1998) muß in Kapitel II über die in den Registern aufgenommenen Informationen eine Nummer 52bis mit folgendem Wortlaut eingefügt werden:

«Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen

Das einzutragende Datum ist das Datum, an dem der Standesbeamte nach Überprüfung der Bedingungen in bezug auf das gesetzliche Zusammenwohnen die Erklärung im Bevölkerungsregister vermerkt.»

In Kapitel III Nr. 55 § 3 derselben Anweisungen muß zwischen Information 121 und 130 folgende Information eingefügt werden: «123 (GZ) Gesetzliches Zusammenwohnen».

In Kapitel VIII der allgemeinen Anweisungen vom 7. Oktober 1992 (Mitteilung von Informationen aus den Registern) muß schließlich in Nr. 110ter, eingefügt durch das Rundschreiben vom 14. Oktober 1996 (*Belgisches Staatsblatt* vom 31. Oktober 1996, deutsche Übersetzung *Belgisches Staatsblatt* vom 18. März 1998), ein vierter Gedankenstrich hinzugefügt werden: «die Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen, die vom Standesbeamten im Bevölkerungsregister vermerkt worden ist.».

Um die Information in bezug auf das gesetzliche Zusammenwohnen im Nationalregister der natürlichen Personen registrieren zu können, wird ein IT 123 vorgesehen.

D) Strukturen des IT 123

1. Das Eingeben der Information kann wie folgt strukturiert werden:

Struktur 1

OC		IT			DC	Datum der Erklärung								LAS-Code			
1	0	1	2	3	0	T	T	M	M	J	J	J	J				

Eintragungsdatum								Nationale Nummer des Zusammenwohnenden									
T	T	M	M	J	J	J	J	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N

11 Stellen

Operationscode: 10

Dienstcode: 0

Datum der Erklärung: 8 Ziffern

LAS-Code der Gemeinde, in der die Erklärung abgegeben worden ist

Datum der Eintragung, nach Überprüfung der Bedingungen durch den Standesbeamten: 8 Ziffern

Nationale Nummer des Zusammenwohnenden

Struktur 2

Wenn das Zusammenwohnen durch eine Vereinbarung zwischen den Parteien geregelt wird, die in authentischer Form vor einem Notar beurkundet worden ist (Artikel 1478 des Zivilgesetzbuches), wird folgende Struktur angenommen:

OC		IT			DC	Datum der Erklärung								LAS-Code			
1	0	1	2	3	0	T	T	M	M	J	J	J	J				

Eintragungsdatum								Nationale Nummer des Zusammenwohnenden									
T	T	M	M	J	J	J	J	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N

11 Stellen

LAS-Code (1)					Kommentar (höchstens 40 Zeichen) (2)												

(1) LAS-Code des Amtssitzes des Notars

(2) Name und Vornamen des Notars (Kommentar von höchstens 40 Zeichen)

2. Annullierung einer Information aus der Akte

Operationscode: 13

Dienstcode: 0

OC		IT			DC	Datum der Information, die annulliert werden muß							
1	3	1	2	3	0	T	T	M	M	J	J	J	J

3. Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens

Das gesetzliche Zusammenwohnen kann enden:

- wenn einer der Zusammenwohnenden stirbt,
- wenn einer der Zusammenwohnenden heiratet,
- durch eine Erklärung, die in gegenseitigem Einvernehmen abgegeben wird,
- durch eine Erklärung, die einseitig von einem der Zusammenwohnenden abgegeben wird,
- aufgrund eines Gerichtsurteils.

Folgende Codes werden gebraucht, um den Grund der Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens anzugeben:

- Code 1 (Heirat eines der Zusammenwohnenden),
- Code 2 (Tod eines der Zusammenwohnenden),
- Code 3 (Erklärung in gegenseitigem Einvernehmen),
- Code 4 (einseitige Erklärung),
- Code 5 (Urteil).

Operationscode: 10

Dienstcode: 0

Datum: Datum des Ereignisses, das dem gesetzlichen Zusammenwohnen ein Ende setzt (8 Ziffern)

Wenn die Parteien beide noch in derselben Gemeinde wohnen, muß folgende Struktur gebraucht werden:

OC		IT			DC	Datum								C	LAS-Code			
1	0	1	2	3	0	T	T	M	M	J	J	J	J	N				

C: Code, der den Grund der Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens angibt

LAS-Code: LAS-Code der Gemeinde oder eventuell des Landes, wo in bestimmten Fällen das gesetzliche Zusammenwohnen infolge einer Eheschließung oder eines Todes endet

Wenn die Parteien nicht mehr in derselben Gemeinde wohnen, ist folgende Struktur vorgesehen:

OC		IT			DC	Datum								C (1)	LAS-Code (2)			
1	0	1	2	3	0	T	T	M	M	J	J	J	J	N				

Datum Zustellung Notifizierung (3)								LAS-Code (4)			
T	T	M	M	J	J	J					

(1) C: Code, der den Grund der Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens angibt (1 bis 5 weiter oben) und vor dem LAS-Code der Gemeinde, in der die Erklärung abgegeben worden ist, vermerkt werden muß

(2) LAS-Code der Gemeinde, in der die Erklärung abgegeben worden ist

(3) Datum der Zustellung oder der Notifizierung (8 Ziffern)

(4) LAS-Code der Gemeinde der Zustellung oder der Notifizierung

E) Kontrollen

Die Information in bezug auf das gesetzliche Zusammenwohnen enthält einen Überblick.

Die chronologische Reihenfolge der IT 123 muß eingehalten werden.

Es dürfen nur reelle Daten eingegeben werden, die nach dem 31. Dezember 1999 liegen.

Das Datum der Eintragung des gesetzlichen Zusammenwohnens muß nach dem Datum der Erklärung liegen. Das Datum der Zustellung oder der Notifizierung der Erklärung über die Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens muß nach dem Datum der Erklärung über die Beendigung liegen.

Die Erkennungsnummer des Nationalregisters muß eine reelle Nummer sein, die im Nationalregister aufgenommen ist.

Die Eingabe der Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens setzt voraus, daß eine aktive Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen in der Akte vorliegt.

Eine Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen kann nur bei Nichtvorhandensein einer Ehe oder einer aktiven Information in bezug auf das gesetzliche Zusammenwohnen eingegeben werden.

Die Zusammenwohnenden müssen an derselben Adresse zusammenleben (Kontrolle IT 001 und IT 020).

Ein alter IT 111 (Rechtsstellung als Person, die vertreten bzw. der beigestanden wird) mit den Codes 61, 63, 67 oder 69 darf in den Akten der beiden Zusammenwohnenden nicht vorkommen.

Die beiden Zusammenwohnenden dürfen nicht minderjährig sein (unter 18 Jahren), es sei denn, ihre Akten enthalten einen IT 111 mit dem Code 50 (Mündigkeitserklärung).

Vorliegende Anweisungen werden von nun an den Gemeinden und bestimmten Benutzern des Nationalregisters der natürlichen Personen mitgeteilt, um vor dem Datum des tatsächlichen Inkrafttretens des Statuts des gesetzlichen Zusammenwohnens eine Anpassung ihrer Programme zu ermöglichen.

Für den Minister des Innern:

Der Generaldirektor

L. Vanneste